

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE 1911.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1912 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. Jos. HOYÔIS.

MESSIEURS,

I.

Depuis un certain nombre d'années, au projet proprement dit de Budget des Voies et Moyens se trouve joint un nombre plus ou moins considérable de propositions diverses d'ordre fiscal.

Cette manière de faire, diversement appréciée au début, est devenue constante.

Elle permet, en effet, de réaliser rapidement certaines retouches de nos lois fiscales, dont la pratique a démontré la nécessité et qui, s'il fallait suivre la filière parlementaire ordinaire, ne s'accompliraient qu'avec une lenteur souvent désespérante.

Ainsi se poursuit, de façon fragmentaire, le perfectionnement de notre législation fiscale. Il va, du reste, de soi qu'une juste mesure s'impose.

Cette année, au projet de budget ne se trouvent rattachés que deux articles de législation fiscale. Et ils ne visent qu'une seule et même question, de mince importance du reste.

II.

On s'est demandé s'il n'eût pas été possible d'y rattacher aussi les dispositions nouvelles, si impatiemment attendues et depuis si longtemps déjà, touchant la taxe à établir sur les enseignes, pancartes et tableaux destinés à la publicité industrielle et commerciale.

(1) Budget, n° 41.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Bertrand, Wauwermans, Dallemagne, Helleputte, Hoyôis et Hubert.

Nul n'ignore combien cette lèpre des pancartes, tableaux et enseignes-réclames s'étend chaque jour davantage, au grand désespoir des amis des sites.

Nul n'ignore non plus que, tandis que le fisc se montre très jaloux d'encaisser des taxes de tous genres, notamment du chef des plus petites affiches, l'énorme publicité commerciale et industrielle dont il s'agit ici se fait librement, au grand jour, sans avoir à supporter aucune espèce de taxe.

Quelque gigantesques et quelque lucratives que soient ces réclames — et ce n'est pas d'ordinaire au profit de commerçants, d'industriels ou de sociétés modestes qu'elles se font, mais de personnalités et de groupements bien en fonds — elles sont exemptes de toute contribution aux charges de l'Etat.

Il y a là une anomalie évidente, une injustice choquante, souvent dénoncée à la Chambre par des députés des divers partis, et une perte d'argent relativement considérable pour le Trésor.

Ne serait-il pas temps d'y mettre un terme?

Cela paraît évident.

La Chambre a d'ailleurs été saisie, dès le 28 juin 1907, d'une proposition d'initiative parlementaire ayant cet objet et qui a été favorablement rapportée le 26 octobre 1909. Depuis le dépôt du rapport, deux années se sont écoulées. On a exprimé, dans une des sections, le désir de voir l'examen de cette proposition de loi joint à celui du projet actuel de budget des voies et moyens. A défaut d'autres propositions d'initiative gouvernementale, la section centrale n'est pas hostile à cette jonction et a autorisé son rapporteur à demander à la Chambre de la décider.

III.

La ressource nouvelle préindiquée n'est pas la seule qui puisse être signalée à l'attention de M. le Ministre des Finances. Ainsi, par exemple, plus d'une fois déjà il a été rappelé dans l'enceinte législative que les Chambres françaises ont, depuis un certain nombre d'années déjà, créé d'abord, augmenté ensuite, certain taxe sur les titres sortis aux tirages des valeurs à lots. Pourquoi ne pas faire de même?

Celui qui a la bonne fortune de voir le sort le favoriser n'aurait pas à se plaindre en voyant aussi l'Etat prélever sa juste part sur la bonne aubaine qui lui échoit. Et ainsi ce bénéfice serait taxé et rémunérateur pour l'Etat — tout comme le sont d'autres bénéfices, bien plus chèrement réalisés par les intéressés.

IV.

Les deux articles incorporés dans le projet de Budget des Voies et Moyens, et qui visent une amélioration à notre législation fiscale, concernent la législation sur le timbre.

Le premier de ces articles substitue, pour « les effets de commerce payables à l'étranger », un droit fixe de 25 centimes au droit proportionnel actuel établi par la loi du 25 mars 1891.

Le second dispose qu'une amende de 100 francs est « encourue *individuellement et sans recours* par *tous* ceux qui, à *quelque titre que ce soit*, apposent leur signature *en Belgique* sur un effet de commerce payable à l'étranger, avant qu'il ait été soumis au timbre prescrit ».

Il ajoute que « la même amende est encourue », — donc aussi individuellement et sans recours — « par toute personne qui prête son ministère à des négociations relatives aux dits effets. » Il convient de remarquer que cette disposition ne spécifie pas que c'est « en Belgique » que l'acte délictueux doit avoir été accompli. Mais, il va de soi qu'il faut lui donner ce sens. On sait, du reste, que l'article 4 du livre 1^{er} du Code pénal dispose : « L'infraction commise hors du territoire du royaume, par des Belges ou par des étrangers, n'est punie en Belgique que dans les cas déterminés par la loi ». La loi, ici, ne s'occupe pas des négociations qui se seraient faites à l'étranger.

La substitution du droit fixe et très modéré de 25 centimes au droit proportionnel actuel (30 centimes par 1000 francs pour les effets créés en Belgique et payables à l'étranger et 25 centimes par 1000 francs pour les effets créés et payables à l'étranger) pourrait-elle avoir, par elle seule, l'effet de faire acquitter le droit de timbre dont il s'agit, généralement éludé actuellement? On peut l'espérer, étant donné le bon accueil qu'elle reçoit dans les milieux intéressés.

Mais on doit aussi, d'ailleurs, admettre que, à elle seule, la simple réduction du droit à acquitter laisserait insensibles ceux qui préfèrent ne l'acquitter ni peu ni prou.

D'où la pénalité comminée.

Aura-t-elle une efficacité suffisante vis-à-vis de ceux qui songeraient à contrevenir à la loi?

Celles des dispositions d'ordre pénal actuelles, contenues dans la loi du 25 mars 1891, sur lesquelles doit se porter ici l'attention, s'y lisent aux articles 36 à 42 inclusivement.

Elles sont ainsi conçues :

« Art. 36. — Il est encouru une amende du vingtième de la somme exprimée pour les billets, mandats et obligations non négociables, les billets à ordre, les lettres de change ou mandats à ordre et autres effets négociables, faits en Belgique, et écrits sur papier non timbré.

» Art. 37. — Lorsqu'un billet, mandat, obligation ou effet a été écrit sur du papier revêtu d'un timbre proportionnel ou de dimension inférieur au taux prescrit, l'amende du vingtième n'est perçue que sur le montant de la somme excédant celle qui aurait pu être exprimée sans contravention.

» Art. 38. — Les créanciers et les débiteurs sont solidaires pour les amendes exigibles sur les obligations *non négociables*.

» Art. 39. — Une amende du vingtième de la somme exprimée est due par le premier concessionnaire d'un billet, mandat ou obligation *non négociable*, écrit sur papier non revêtu du timbre prescrit.

» Art. 40. — Les effets négociables ou de commerce venant de l'étranger ne peuvent être négociés, acceptés ou acquittés en Belgique, sans être revêtus du timbre prescrit ou visés pour timbre.

» Art. 41. — Tout endossement, acceptation, aval ou acquit, s'il est placé sur un effet négociable ou de commerce non revêtu du timbre, indique le lieu et la date de sa souscription.

» A défaut de cette indication, le signataire de l'acte résidant en Belgique est censé l'avoir souscrit dans le royaume.

» Art. 42. — L'amende du vingtième de la somme exprimée est encourue, *individuellement et sans recours*, par tous ceux qui, *à quelque titre que ce soit*, ont apposé leur signature sur des *effets négociables, billets à ordre, lettres de change ou mandats à ordre*, même venant de l'étranger, non revêtus du timbre prescrit ou non visés pour timbre.

» La même amende est encourue par tout *agent de change ou courtier* qui a prêté son ministère à des négociations relatives aux dits effets. »

Ce qu'il faut tout d'abord observer, c'est que l'amende comminée actuellement par la loi, pour le cas d'absence de timbre, est « du vingtième de la somme exprimée » au titre non timbré. Par conséquent, l'amende de 100 francs proposée au projet ne sera plus forte que celle qui serait encourue sous l'empire de la loi actuelle qu'en cas de contravention à propos d'effets d'un import non supérieur à 2000 francs. Pour tous les autres, il y aura, au contraire, atténuation de la peine.

Il convient encore de remarquer que le second alinéa de l'article 42 sus-visé parle de « tout agent ou courtier » qui a prêté son ministère à des négociations relatives aux dits effets, tandis que le projet parle de « toute personne » qui aura agi semblablement. Ces mots « toute personne » sont plus larges, mais doivent néanmoins s'interpréter dans le même esprit.

Il semble évident que, pour une raison incontestable de symétrie législative, il conviendrait d'amender le 2^d alinéa de l'article 42 de la loi du 25 mars 1891, en y substituant les mots « toute personne » aux mots « tout agent de change ou autre ». Il n'est pas possible de punir « toute personne » qui aura prêté son ministère à la négociation d'effets non timbrés, quand il s'agit d'effets payables à l'étranger, et de ne punir « que tout agent ou courtier » qui aura fait de même, lorsqu'il s'agira d'effets pour lesquels ce sera le « vingtième de la somme exprimée » qui sera à acquitter parce qu'il ne s'agira pas d'effets de commerce payables à l'étranger.

La preuve que la Section centrale ne se trompe pas, résulte de la réponse qu'a faite M. le Ministre des finances à l'une de ses questions et que voici :

QUESTION.

« Quels sont le sens exact et la portée juridique des mots « toute personne qui prête son ministère à la négociation des dits effets », figurant au second alinéa de l'article 2 du projet ? »

RÉPONSE.

« En parlant de toute personne qui prête son ministère à des négociations, le texte vise le cas où des intermédiaires participeraient d'une façon *quelconque* à la circulation de l'effet. Elle est empruntée, dans un but d'harmonie, à l'art. 42 du Code du timbre, ainsi conçu : « L'amende du vingtième de la somme exprimée est encourue, individuellement et sans recours, par tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, ont apposé leur signature sur des effets négociables, billets à ordre, lettres de change ou mandats à ordre, même venant de l'étranger, non revêtus du timbre prescrit ou non visés pour timbre. »

« La même amende est encourue par tout agent de change ou courtier qui a prêté son ministère à des négociations relatives aux dits effets. »

L'article 74 de la loi du 23 mars 1891 dit : « Les contrevenants aux dispositions du présent code sont tenus *solidairement* du paiement des droits *éludés, sauf leur recours, s'il y a lieu* ». »

Or, l'article 1^{er} du projet — tout comme l'article 42 de la loi du 23 mars 1891 — parle, non de « droits éludés », mais d'une « amende » et dispose que celle-ci est due « individuellement » par tous les contrevenants éventuels et « sans recours ».

La section centrale s'est ainsi trouvée amenée à poser à M. le Ministre des finances la question suivante :

QUESTION.

« Quel est le sens exact et la portée juridique des mots « sans recours » figurant à l'article 1^{er} du projet ? »

RÉPONSE.

« Les mots « sans recours » ont cette portée que chaque contrevenant doit *supporter* personnellement l'amende qu'il a encourue. Ainsi, sera nulle la convention d'après laquelle une maison de banque aurait son recours contre la personne qui lui présente des effets à l'escompte, du chef des amendes dont ces effets seraient frappés (Cass. B., 12 janvier 1882, *Pasic.*, 1882, I, 27). »

De cette réponse il résulte donc que l'amende dont il s'agit sera, comme toutes autres, à la charge personnelle de chacun des contrevenants éventuels et que l'un de ceux qui l'aura encourue n'aura pas de recours, pour se la faire rembourser, contre un autre de ceux qui en auraient éventuellement encouru une également et encore moins contre tout tiers qui n'aurait pas personnellement perpétré l'infraction et encouru, lui aussi, une amende.

Les mots « sans recours » ne signifient donc pas qu'aucun appel ne sera possible contre la décision du juge du premier degré de juridiction qui la prononcera. C'était évident.

Ils ne signifient pas davantage que, en cette matière spéciale, la trans-

action que, de manière générale en matière de contravention d'ordre fiscal, le Ministre des Finances peut consentir, ne lui sera pas possible, dans les termes de la loi.

On peut ajouter qu'ils ne semblent présenter aucune utilité pratique, parce que les amendes prononcées en matière pénale à charge d'un délinquant ne sont pas récupérables par lui sur un tiers, même s'il y a convention contraire passée entre eux et ayant cet objet; c'est là, en effet, le droit commun : toute convention de l'espèce serait, certainement, dans le cas où elle donnerait lieu à une action en justice, déclarée par le juge saisi nulle et non avenue, comme contraire à l'ordre public.

Il convient encore d'observer, en terminant l'examen des articles 1 et 2 du projet, que c'est des « *effets de commerce* » exclusivement qu'il y est question, ou mieux des « *effets de commerce* payables à l'étranger » et, comme tels, « soumis au droit de timbre » — fixe désormais, proportionnel sous le régime de la loi du 25 mars 1891.

Or, c'est l'article 12, n° 2° de cette loi qui les vise à ce point de vue. Il indique ce qui est assujéti au droit proportionnel de timbre et s'exprime ainsi : « les billets à ordre, lettres de change ou mandats à ordre, les lettres de change tirées par deuxième, troisième ou quatrième, les retraits, et tous effets négociables ou de commerce ».

C'est ce sens qu'il faut donner aux seuls mots « effets de commerce » dont se servent les articles 1^{er} et 2 du projet.

Tout ce qui a été dit ci-dessus étant, la section centrale s'est demandé s'il ne vaudrait pas mieux procéder par voie de retouche directe à la loi du 25 mars 1891, en d'autres termes arrêter des textes qui prendraient directement place dans le corps même de cette loi, après coordination ? Elle opine pour l'affirmative. Cela pourra, du reste, être fait ultérieurement — lorsque la Commission extraparlamentaire qui a pour objet l'étude de la refonte des lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèques et de succession aura achevé son travail et que le Parlement en sera saisi.

Une dernière question se pose : Quelle sera la peine appliquée, après la mise en vigueur des articles 1 et 2 du projet, aux infractions antérieures à cette mise en vigueur ? D'après le droit commun, il faudra appliquer respectivement la loi du 25 mars 1891 ou celle de la loi nouvelle selon qu'il s'agira d'effets de moins ou d'effets de plus de 2,000 francs — puisque, d'après les principes généraux du droit pénal, une loi nouvelle ne peut, par effet rétroactif, aggraver la situation d'un délinquant, tandis que celui-ci bénéficie de toute loi nouvelle améliorant sa situation. L'art. 2 de loi 1^{er} du Code pénal dispose, d'ailleurs, formellement : « Nulle infraction ne peut être punie de peines qui n'étaient pas portées par la loi avant que l'infraction fût commise.

» Si la peine établie au temps du jugement diffère de celle qui était portée au temps de l'infraction, la peine la moins forte sera appliquée. »

V.

Quant au projet proprement dit de budget des voies et moyens, il constate une recette prévue pour 1912 de fr. 703,882,594

Comme le budget de 1911 se montait à 658,724,844

il en résulte une augmentation prévue des recettes à concurrence de fr. 45,157,750

Cette augmentation de 45,157,750 francs de recettes se détaille comme suit :

	Augmentations.	Diminutions.
Art. 1 ^{er} . Contribution foncière. fr.	364,000 »	»
» 2. Contribution personnelle	544,000 »	»
» 3. Droit de patente	1,700,000 »	»
» 4. Redevances sur les mines	»	210,000 »
» 5. Douanes	2,076,000 »	»
» 6. Accises	1,387,200 »	»
» 7. Recettes diverses	1,201,500 »	»
» 8. Enregistrement et transcriptions	2,000,000 »	»
» 12. Timbre	500,000 »	»
» 15. Amendes de condamnations en matières diverses et dom- mages-intérêts.	50,000 »	»
» 16. Rivières et canaux.	150,000 »	»
» 20. Chemins de fer	25,800,000 »	»
» 21. Télégraphes et téléphones	1,500,000 »	»
» 22. Postes	1,078,400 »	»
» 23. Produit du service des bateaux à vapeur entre Ostende et Douvres.	142,000 »	»
» 24. Produit du passage d'eau d'Anvers à la Tête-de- Flandre	20,000 »	»
» 29. Produits divers et accidentels.	50,000 »	»
» 30. Revenus des domaines	150,000 »	»
» 36. Produit des actes des commis- sariats maritimes	25,000 »	»
» 37. Produit des droits de pilotage	322,500 »	»
» 43. Bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne au delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Na- tionale de Belgique. (Loi du 26 mars 1900, art. 2, 3 ^e alinéa)	200,000 »	»
A REPORTER. fr.	59,060,600 »	210,000 »

	Report.	39,060,600 »	210,000 »
Art. 46.	Intérêts et dividendes des actions de la Société nationale des Chemins de fer Vicinaux	200,000	» »
» »	Quote-part de l'État dans le dividende attribué pour l'exercice 1910 aux actionnaires de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles	»	200,000 »
» 48.	Intérêts d'obligations de sociétés d'armement maritime	»	450 »
49 (nouveau).	Prélèvement sur le fonds de la Caisse de remplacement du Département de la Guerre	6,000,000 »	»
Art. 50.	Frais de perception des centimes provinciaux et communaux.	25,000 »	»
» 62.	Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux. (Loi du 16 mai 1876.)	282,600 »	»
	Fr.	45,568,200 »	410,450 »
	AUGMENTATIONS. . fr.	45,157,750 »	

La *Note préliminaire* qui précède le projet de budget fournit des explications à propos de toutes et de chacune des prévisions d'augmentation et de diminution de recettes résultant de la comparaison du budget des voies et moyens voté pour l'exercice antérieur et de celui pour l'exercice 1912.

Sauf à propos de celles se rattachant aux articles 7, 20, 21, 27, 30, 49 et 63 du tableau — et dont il va être question ci-dessous —, il n'y a rien d'autre à dire de toutes ces prévisions, sinon qu'elles paraissent devoir se réaliser avec une suffisante approximation. Elles sont, en effet, établies suivant les procédés habituels, en tenant compte généralement à la fois du rendement de l'exercice précédent et de la recette moyenne d'un certain nombre des exercices antérieurs.

Elles paraissent surtout établies avec modération — toujours comme d'usage depuis 1884. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire, notamment, les justifications portées à la *Note préliminaire* concernant les articles 8, 12, 16, 22 du tableau.

Quant aux augmentations des recettes se rattachant aux articles 7, 20, 24, 50, 49 et 65 du tableau, voici les constatations spéciales qu'on peut faire à propos de chacune d'elles successivement :

ART. 7.

L'augmentation prévue est de 1,201,500 francs, dont : 1^o, *littera a*, 1,500 francs du chef des recettes diverses et 2^o, *littera b*, 1,200,000 francs à porter en recette au profit de l'État sous la rubrique nouvelle « Produit du contentieux ».

Ce poste nouveau de 1,200,000 francs provient du fond dit « du contentieux » de l'administration des contributions directes, douanes et accises. Il ne représente pas l'intégralité de ce fonds, ni le solde annuel du seul exercice 1910 ou 1911. Il est une portion de l'encaisse actuel de ce fonds constitué au cours des exercices antérieurs successifs.

Le fonds dit « du contentieux » de l'administration des contributions directes, douanes et accises procède de l'accumulation des sommes perçues à titre d'amendes, de saisies et de confiscations du chef d'infractions aux lois d'impôt — sommes qui, jusqu'ici au lieu d'entrer dans les recettes générales du Trésor, ont été affectées à des destinations faisant l'objet d'une réglementation et d'une comptabilité particulières : rémunération spéciale des agents du fisc et parfois d'autres personnes qui ont coopéré à la découverte, à la poursuite et à la répression des contraventions et des fraudes; règlement de frais de poursuites à supporter par l'administration; restitution du chef de préemptions ou saisies indues; subvention à la caisse des veuves et orphelins du Département des Finances. La somme restée disponible sur le produit de chaque affaire, après les prélèvements déterminés, est attribuée au fonds de réserve, dont la plus grande partie sert annuellement à payer des indemnités allouées, à titre de rémunération exceptionnelle ou comme supplément ordinaire de traitement, à des fonctionnaires et employés de diverses catégories de l'administration des contributions directes, douanes et accises, comme aussi à donner des secours à d'anciens employés ou à des proches parents d'anciens employés se trouvant dans une situation malheureuse.

De ce chef il y a actuellement un capital disponible de 1,480,000 francs, en chiffres ronds.

Il est à remarquer que le produit des amendes perçues du chef des contraventions aux autres lois fiscales et du chef des infractions aux lois pénales ordinaires est, chaque année, porté en recette au Budget des voies et moyens. C'est là sa place normale.

On ne voit pas pourquoi il en a été différemment jusqu'à présent du produit des amendes, saisies et confiscations du chef de contraventions ou de fraudes en matière de contributions directes, douanes et accises.

« C'était en vertu des textes légaux », objectera-t-on. Soit. Mais ce que des textes légaux antérieurs ont fait, le texte de la loi actuelle du Budget peut le défaire.

Outre que, au point de vue théorique, ce changement est pleinement justifié, il se trouve présenter un caractère manifeste d'opportunité.

En effet, le projet de budget des finances comporte une série d'améliorations de situations au profit des agents qui bénéficiaient jusqu'ici du fonds sur lequel un prélèvement va être effectué. Ils ne vont donc pas voir leur situation amoindrie. D'autre part, la rémunération complémentaire et accidentelle dont, jusqu'à présent, ils bénéficiaient ou pouvaient être appelés à bénéficier, de façon d'ailleurs toujours variable, va être remplacée — et au delà — pour la généralité d'entre eux et peut-être pour tous, par une augmentation permanente et fixe de traitement (ce qui, à leurs yeux, sera autrement avantageux).

Enfin, le système nouveau paraît devoir impliquer la suppression du système des « primes » accordées aux agents du fisc découvrant des infractions aux lois fiscales — primes qui ont été maintes fois déplorées dans les rapports des sections centrales chargées de l'examen du budget des finances et en séance publique du Parlement; primes que ne connaissent pas, notamment, les gendarmes et les agents de police mêlés à la constatation et à la poursuite des infractions aux lois pénales; primes qui, trop souvent, passent pour exciter de façon malsaine le zèle des agents du fisc. Peut-être serait-il sage, pourtant, de ne pas supprimer d'un coup, de façon radicale, ce système des primes, mais de commencer par tenter un essai, dont les résultats permettraient d'apprécier s'il y a intérêt à le conserver plus ou moins ou si on peut le faire disparaître définitivement sans inconvénient.

D'aucuns, sans critiquer, dans le chef du Gouvernement, le fait de disposer de 1,200,000 francs sur les 1,480,000 environ du fonds du contentieux de l'administration des contributions directes, douanes et accises, actuellement disponibles, prétendent cependant que ce n'est pas au budget des voies et moyens, mais au budget des recettes extraordinaires, que ces 1,200,000 devraient figurer. Et ce, sous prétexte qu'il ne s'agit pas là d'une ressource permanente ».

Ils ont tort.

D'abord, en effet, chaque année où il y aura solde disponible, même inscription au budget des voies et moyens pourra avoir lieu; dès lors, dans cette mesure, cette inscription peut prendre le caractère réclamé de « permanence ».

Puis, parce qu'on ne voit pas pourquoi une recette, même plus ou moins exceptionnelle, mais provenant du jeu normal des lois fiscales existantes et d'application constante, ne pourrait pas aussi bien figurer au budget des voies et moyens que des dépenses dites « exceptionnelles » se rencontrent maintenant chaque année au budget ordinaire de tous les départements ministériels, depuis certaine réforme à la comptabilité budgétaire de l'Etat réalisée par le Gouvernement catholique.

ART. 20.

La prévision d'augmentation de recettes à effectuer par le chemin de fer, en 1912, est de 25,800,000 francs — comparativement à la prévision de recettes du Budget des voies et moyens pour l'exercice 1911.

La *Note préliminaire* porte que « les prévisions pour le trafic en 1912 (voyageurs et marchandises) permettent de fixer la recette probable de cet exercice à la somme de 322,000,000 de francs. »

Les *Développements* du projet de budget rappellent que les évaluations adoptées pour l'exercice 1911 ont été de 296,200,000 francs seulement. La différence est bien de 25,800,000 francs.

Les recettes globales (voyageurs et marchandises) effectuées pendant l'exercice 1911 dépasseront certainement 307 millions. Elles dépasseront donc de plus de 11 millions les prévisions du Budget.

D'autre part, les prévisions du Budget pour l'exercice précédent (1910) étaient de 273,250,000 francs. Or, la recette réalisée a été — ce chiffre est encore provisoire — de fr. 502,083,243. Les prévisions budgétaires pour 1910 ont donc été dépassées, par les réalités, à concurrence de 26,833,243 francs.

Bien qu'il dût tenir compte de ces circonstances, de l'augmentation constante du trafic pour voyageurs, de la bonne marche actuelle de l'industrie et de diverses autres circonstances qui influenceront nécessairement sur le montant de la recette globale du chemin de fer à chiffrer à la fin de l'exercice 1912, le Gouvernement a néanmoins évalué la prévision d'augmentation de recettes à un chiffre inférieur à celui de la moyenne d'augmentation des recettes pour les exercices ci-dessus envisagés.

On a, dans certains organes de la presse, critiqué certaines modifications de tarifs récemment décidés (1).

(1) Questionné à la Chambre au sujet de certaines modifications au tarif de transport des charbons par chemin de fer, qui sortiront leurs effets à dater du 1^{er} janvier 1912, M. le Ministre des chemins de fer vient de répondre ce qui suit (séance du 23 novembre 1911) :

« Les tarifs exceptionnels provisoires n° 6 et 31 ont jadis été mis en vigueur pour parer à une crise aiguë de l'industrie charbonnière.

» C'est ainsi qu'ils lui assuraient des prix de transport beaucoup moindres que ceux qui sont appliqués aux autres produits de valeur égale et même de valeur sensiblement inférieure.

» Depuis lors, la valeur des combustibles minéraux a à peu près doublé, grevant lourdement le coefficient des frais d'exploitation.

» Afin de se conformer aux prescriptions de la loi de 1854 qui met à sa charge les frais d'exploitation et d'entretien des voies ainsi que l'amortissement et l'intérêt du capital engagé, le chemin de fer se trouve dans la nécessité de cesser des sacrifices, dès qu'ils ne s'imposent plus. Il est tout à fait rationnel, dans ces conditions, qu'il ait pensé à supprimer d'abord les tarifs exceptionnels provisoires 6 et 31, puisque les causes qui ont justifié la concession de ces tarifs réellement de faveur n'existent plus.

» La concurrence étrangère ne bénéficie pas de tarifs plus avantageux.

» Les charbons allemands arrivant par eau dans nos ports sont soumis pour le parcours par rails en Belgique aux prix normaux, sans réduction, de la 4^e classe du tarif intérieur.

» Les charbons allemands pénétrant en Belgique par les frontières de terre paient leurs prix pleins de la 4^e classe du tarif intérieur pour les parcours de 50 kilomètres et moins. Quand le parcours en Belgique dépasse 50 kilomètres, ils jouissent du barème dit de 1867, lequel présente, sur les prix normaux de la 4^e classe, une réduction d'un centime par tonne-kilomètre à partir de 50 jusqu'à 100 kilomètres et une réduction uniforme de 50 centimes par tonne à partir du 100^e kilomètre. Mais les chemins de fer allemands

Mais, on a généralement omis de mentionner que, surtout pour combattre la cherté de la vie en facilitant l'arrivée chez les cultivateurs des nourritures du bétail, des engrais, etc., une série de réductions de tarifs ont été consenties ou sont imminentes. C'est là une regrettable omission, à réparer.

ART. 21.

La prévision d'augmentation est de 1,300,000 francs. La Note préliminaire ne dit pas si la recette prévue là, pour le service des téléphones, est calculée sur le pied des tarifs actuellement en vigueur ou des nouveaux dont M. le Ministre a entretenu la Chambre il y a quelques mois.

concedent, de leur côté, en faveur des charbons belges un abaissement uniforme, à toute distance, de 35 centimes par tonne, de telle sorte que la réduction dont jouissent les charbons belges en Allemagne est, en fait, supérieure à celle que nous accordons aux charbons allemands venant en Belgique par les frontières de terre.

» Il existe au départ de l'Allemagne un tarif par 45 tonnes vers le bassin de Liège et un tarif par abonnements (trains complets) vers Anvers et les stations de la ligne de Hamont à Anvers. Les tarifs dont il s'agit nous ont été légués par les chemins de fer de Liège à Maestricht et du Grand-Central belge. Après l'incorporation de ces chemins de fer dans le réseau de l'État belge, celui-ci a procédé à une enquête approfondie en vue de pouvoir supprimer éventuellement ces tarifs; il a dû conclure au maintien du premier, parce qu'il s'applique pour le bassin de Liège à un charbon spécial indispensable aux industries de la région et du second parce que sa suppression eût abouti au refoulement sur la voie d'eau, sans profit pour les charbonniers belges, du trafic qui est actuellement confié au chemin de fer.

» Les charbons anglais arrivant dans nos ports sont, pour leur réexpédition par rails vers l'intérieur de la Belgique, traités exactement comme les charbons belges expédiés à l'intérieur du pays.

» Les charbons français jouissent aussi du barème dit de 1867, mais comme ils ne pénètrent généralement pas en Belgique au delà de 50 kilomètres, ils paient en fait les prix normaux de la 4^e classe de notre tarif intérieur.

» Il n'existe guère d'exception à cette règle que pour les charbons spéciaux et les coques que les bassins du Nord et du Pas-de-Calais envoient vers certaines destinations situées en plein dans nos régions charbonnières où des industries (verreries, usines métallurgiques, hauts fourneaux, etc.) ne trouvent pas en quantité suffisante la qualité de combustible qui leur est nécessaire. Parmi ces destinations il faut citer, notamment, Bouffioulx, Charleroi, Lodelinsart, Châtelineau, Couillet, Courcelles, Dampremy, Haine-Saint-Pierre, Marchienne-au-Pont, Hamendes, Jemappes, Jumet-Brûlotte, Jumet-la-Coupe, La Louvière, La Croyère, etc.

» Quant aux charbons belges expédiés vers l'étranger, ils jouissent sur les prix normaux de la 4^e classe de notre tarif intérieur d'une réduction moyenne de 1 fr. 10 c. par tonne pour les envois de 10 tonnes et de 2 francs par tonne pour les envois de 60 tonnes quant ils sont exportés par les ports belges et par Terneuzen.

» A l'exportation par les frontières de terre, on leur accorde au minimum le barème de 1867 pour les envois de 10 tonnes. Le prix par 10 tonnes est réduit de 50 centimes à 1 franc par tonne. Selon les relations, pour les envois de 60 tonnes; pour les envois de 100 tonnes acheminés par les frontières de Vireux, Givet, Lamorteau, Athus, Sterpenich et Gouvy, la réduction sur les prix normaux de la 4^e classe de notre tarif intérieur est de 1 fr. 50 c. par tonne. »

ART. 27.

Le libellé de cet article porte : « Dépendances du chemin de fer ». Il vise le montant total des *produits divers* mentionné à la colonne numérotée 4 du tableau V figurant p. 100 de l'annexe A du compte rendu des chemins de fer pour l'exercice 1910, augmenté du produit d'aliénations d'immeubles qui, au dit compte rendu, est porté ailleurs en comptes.

La moyenne du produit de ces *Dépenses* diverses ayant été durant les cinq années précédentes de 892,481 francs, en estimant à 750,000 fr. la prévision de recettes pour 1912, comme ce fut fait pour 1911, on ne peut être taxé d'exagération. Ce poste, du reste, doit varier chaque année, à raison des aliénations d'immeubles fort différentes d'exercice à exercice.

Une remarque, en passant. On s'est souvent demandé s'il ne serait pas possible d'augmenter la ressource figurant sous cette rubrique par des cultures faites le long des talus et sur les terrains disponibles relevant du chemin de fer, à la campagne, plus lucratives que celles que l'on y rencontre généralement aujourd'hui. On lit, en effet, aux *Développements* de l'article 27 du projet de Budget des voies et moyens que le prix de vente d'arbres, plantations, herbages, etc., ne s'est élevé, durant les derniers exercices, qu'à 23,317 fr. en 1906; 20,718 fr. en 1907; 39,277 fr. en 1908; 34,089 fr. en 1909 — ce qui paraît peu, étant donné la longueur de nos voies ferrées.

Tout au moins est-on fondé à se demander si on ne pourrait rendre les talus et dépendances du chemin de fer plus utiles pour les populations avoisinantes, par exemple en s'appliquant davantage à y planter des plantes melléfères. L'apiculture pourrait trouver là une aide nouvelle.

ART. 30.

Le produit du Revenu des domaines a été en augmentant dans une forte proportion depuis quelques années. Il comprend, entre autres, le loyer des maisons acquises par l'État en vue de la construction du Mont des Arts à Bruxelles et celui des immeubles situés dans la banlieue d'Anvers expropriés en vertu des lois du 10 mai 1910 et du 30 mars 1906.

Il a passé, successivement, d'un montant de 1,289,675 francs en 1906, à 1,349,339 fr. en 1907, 1,522,399 fr. en 1908, 1,533,136 fr. en 1909, 1,807,912 francs en 1910. Les prévisions de recettes adoptées pour l'exercice de 1911 étaient de 1,800,000 francs. Le projet actuel du budget des voies et moyens les évalue à 1,950,000 francs. L'augmentation serait donc de 150,000 francs.

ART. 49.

L'article 49 est libellé : « Prélèvement sur le fonds de la Caisse de remplacement par le Département de la Guerre, 6,000,000 de francs. »

Il est ainsi expliqué à la *Note préliminaire* :

« Le projet de Budget de la Guerre pour l'exercice 1912 comprend un

total de crédits exceptionnels s'élevant à 9,820,000 francs, dont voici les principaux :

» Art. 37. — Amélioration du casernement	fr. 3,000.000.
» Art. 58. — Armement de l'artillerie de campagne . . . »	2,000,000.
« Art. 46. — Armement des nouveaux ouvrages défensifs — autres que ceux de l'Escaut — en construction dans la position fortifiée d'Anvers »	3 000,000.

« Ces dépenses sont urgentes. Plutôt que de les échelonner sur plusieurs exercices à mesure des disponibilités que laisseront les charges du service ordinaire ou d'ajourner à plusieurs années d'autres dépenses exceptionnelles prévues dans les divers budgets, le Gouvernement se propose de pousser activement, en 1912, les travaux et fournitures intéressant la défense nationale, au moyen de l'appoint d'un prélèvement sur les fonds tenus en réserve dans la Caisse de remplacement. »

Le principe de pareil prélèvement a été discuté au long et au large, déjà, à l'occasion d'un budget antérieur des voies et moyens — savoir le budget pour l'exercice 1909, qui contenait un article analogue à l'article 49 du projet de budget pour 1912. Il a été approuvé, à cette époque, par les deux Chambres. On ne voit pas pourquoi elles se déjugeraient aujourd'hui et trouveraient mauvais ce qu'elles ont estimé bon et rationnel précédemment. Ce qui s'est produit depuis lors, porte, au contraire, à penser que la légitimité, en principe, de pareil prélèvement peut, moins encore aujourd'hui que lorsqu'il fut discuté antérieurement devant le Parlement, être sérieusement contestée.

Restent à examiner la question de somme et celle d'opportunité.

Les 6,000,000 de francs à prélever correspondent approximativement à ce qui fut prélevé en 1909. C'est même moins, puisque ce fut, en 1909, 6,892,000 francs.

D'autre part, les conditions et circonstances de ce prélèvement sont telles qu'il paraît fort sage. En effet, le Département de la Guerre, qui avait déjà fait figurer à son Budget pour 1911 5,594,370 francs de dépenses exceptionnelles, porte à son Budget pour 1912 un total de 9,820,000 francs de nouvelles dépenses exceptionnelles, soit en plus à concurrence de 4 millions 225,630 francs.

Il va de soi que, n'étant pas absolument tenu de faire toutes ces dépenses exceptionnelles, malgré leur utilité, il pourrait les différer, les échelonner sur plusieurs exercices, n'en porter pour l'exercice 1912 à son budget qu'à concurrence de 3,820,000 francs (soit 9,820,000 — 6,000,000).

Il préfère utiliser, à l'effet d'effectuer plus tôt le restant de ces 9 millions 820,000 francs de dépenses exceptionnelles, les fonds disponibles qui sont en réserve dans la Caisse de remplacement. En agissant de la sorte, il use de son droit et il sert bien l'intérêt public : on ne peut donc que l'approuver.

Pour critiquer ce procédé, d'aucuns se prévalent du prétendu précédent de 1895, année où ce fut au budget des recettes et des dépenses extraordinaires

que l'on porta un prélèvement de 5,000,000 de francs fait sur la même Caisse de remplacement.

A l'argument tiré du prétendu précédent de 1893 il suffit de répondre que ce précédent n'en est pas un — au point de vue du moins auquel on prétend se placer. En effet, en 1893, les budgets ordinaires — celui de la guerre comme les autres — ne comportaient pas encore la charge des dépenses exceptionnelles, qui n'y a été incorporée, et annuellement, que plus tard. Les dépenses qui, si les nouvelles règles de la comptabilité budgétaire de l'Etat avaient déjà été adoptées et mises en vigueur alors, eussent figuré en 1893 au Budget ordinaire de la guerre, sous la rubrique Dépenses exceptionnelles, et qui devaient précisément être couvertes partiellement à l'aide du prélèvement de 5 millions à opérer sur la Caisse de remplacement ne pouvaient se rencontrer — les dites règles n'étant pas encore arrêtées — qu'au Budget extraordinaire. Dès lors, c'était forcément au même Budget extraordinaire (chapitre des recettes) que devait se rencontrer aussi le prélèvement corrélatif.

La situation est toute autre aujourd'hui.

ART. 65.

Il est ainsi libellé : « Versement à effectuer par la Chine en amortissement de la quote-part d'indemnité attribuée aux sociétés et particuliers belges à la suite des troubles de 1900. »

Il a été demandé en section si, « dans les circonstances actuelles, il y a des garanties pour le versement escompté. »

Il va de soi que le versement de l'annuité due par la Chine est, *en principe*, garanti pour 1912 comme pour les exercices antérieurs. *En fait*, l'empire chinois traverse effectivement une période de crise intérieure d'une très grande gravité. Mais, il n'apparaît pas que les éléments désireux de constituer en Chine un état de choses nouveau veuillent, plus que le gouvernement impérial actuel, se soustraire aux obligations internationales d'ordre financier qui pèsent sur leur pays. Au contraire, ils ont, si l'on en croit la presse, affirmé hautement, à plusieurs reprises, leur intention formelle de les respecter soigneusement. On peut donc espérer que le versement escompté, pour l'exercice 1912, et figurant à l'article 65 du projet de Budget des voies et moyens s'effectuera.

VI. — DISCUSSION EN SECTIONS.

Dans une section, un membre a soulevé une question particulièrement d'actualité, en demandant « l'abolition de tous les droits d'entrée qui existeraient sur des matières alimentaires et la libre entrée des viandes congelées de provenance argentine ».

Les deux aspects de cette question — qui soulève tout le problème dit « de la cherté de la vie » — seront certainement envisagés comme il convient par les divers orateurs qui se succéderont à la tribune au cours des

interpellations dès à présent inscrites à l'ordre du jour de la Chambre et ayant précisément cet objet. Il paraît, en conséquence, préférable d'attendre la discussion de ces interpellations pour dire, à son sujet, tout le nécessaire.

*
* *

Dans une autre section, un membre a critiqué tout notre système actuel d'impôts.

Les rapports sur les Budgets des voies et moyens des exercices antérieurs constatent déjà que l'on peut, en effet, critiquer à certains points de vue toutes nos bases d'impôts, comme on pourrait d'ailleurs le faire aussi de tout autre système d'impôt — aucun n'étant et ne pouvant être parfait à tous égards. Ils constatent également, d'autre part, que rien n'est malaisé comme d'indiquer et de mettre convenablement et définitivement sur pied un système complet nouveau, sûrement meilleur, au point de vue de sa justice, que notre système actuel, et pour le moins aussi bon au point de vue de son rendement. C'est le cas de répéter que « la critique est facile, mais que l'art est difficile » et de songer que, dans l'opposition, on envisage souvent plus volontiers les inconvénients et les anomalies des lois, surtout d'ordre fiscal, que leurs avantages.

Constatons, d'autre part, que, en 1900, lors du Congrès d'économie politique tenu à Paris à l'occasion de l'Exposition universelle — et les choses n'ont pu se modifier depuis lors sensiblement, en ce qui concerne le classement de la Belgique — le tableau suivant fut arrêté comme représentant la situation comparative des principaux pays au regard de l'impôt (Comptendu de M. Raphaël Levy) :

TAUX p. c. DEMANDÉ pour chacun des pays ci-contre.	France.	Espagne.	Allemagne (Prusse).	Belgique.	Angleterre.	Suisse.	Russie.	Italie.	États-Unis.
	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.
A l'impôt direct. . . .	38	41	5½	25	36	3	12	44	8
A l'impôt indirect . . .	49	55	23½	23	48	49	47	41	72
Aux péages et revenus . .	13	04	71	52	16	48	41	15	20
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

En éliminant les péages et revenus, qui ne sont pas des impôts, et ne tenant compte que de la proportion entre les impôts directs et les impôts indirects, on a les chiffres suivants :

	France.	Espagne.	Allemagne (Prusse).	Belgique.	Angleterre.	Suisse.	Russie.	Italie.	États-Unis.
	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.
Impôts directs	43	44	20	52	43	6	20	51	10
Impôts indirects	57	56	80	48	57	94	80	49	90
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Quoi qu'il en soit, rien n'empêche de rechercher une plus grande perfection dans l'établissement et la perception de nos impôts et c'est ce à quoi le Gouvernement et la législature ne cessent, d'ailleurs, de s'appliquer — tant en ce qui regarde les impositions indirectes qu'en ce qui touche les impôts directs.

*
* * *

A propos des impositions indirectes, la Section centrale ne peut que se réjouir de la déclaration faite récemment à la Chambre par M. le chef du cabinet et aux termes de laquelle il a invité la Chambre à ajouter à son ordre du jour, au cours de la présente session, le projet de loi, depuis si longtemps en souffrance, touchant la réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété (projet déposé par le Gouvernement le 12 février 1903 (n° 89) et rapporté le 25 février 1904 (n° 75)).

La Chambre, la Section centrale en forme le vœu, aura à cœur de répondre à l'appel du Gouvernement. Elle rendra ainsi à une classe nombreuse de citoyens de condition modeste, appartenant à la petite bourgeoisie rurale et urbaine, un nouveau et signalé service.

*
* * *

D'autres projets de lois utiles à cette même fraction, si digne de sympathie et d'assistance, de la nation sont également soumis — et d'aucuns depuis un nombre déjà respectable d'années — à l'appréciation de la Chambre : tels le projet portant modification de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques et de celle du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, rapporté depuis le 8 mai 1908 (n° 193), et encore le projet de loi portant modification des articles 2271 et 2272 du Code civil, rapporté depuis le 15 mars 1907 (n° 107).

Il ne faudrait que peu de temps pour les discuter et les transformer définitivement en lois. La Section centrale forme aussi le vœu que la Chambre en aborde au plus tôt l'examen — peut-être en même temps que celui du budget du ministre compétent pour en soutenir la discussion.

La proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre le 9 mars 1910 (n° 111) et ayant pour objet le règlement des créances des marchands et des

artisans, encore soumis à l'examen de la Commission spéciale à laquelle elle a été renvoyée, est aussi de celles sur lesquelles la Chambre pourrait être appelée à se prononcer prochainement.

*
* *

Touchant les griefs fiscaux de la petite bourgeoisie, on peut d'ailleurs dresser toute une liste de ses revendications.

La plupart d'entre elles, au premier abord, paraissent pouvoir être accueillies; elles sont, en tous cas, de nature à fixer la plus sérieuse attention du Gouvernement.

Parmi elles, on peut citer, comme formulées au cours de Congrès divers ou dans des publications spéciales, les suivantes, à étudier tout au moins :

1° Assignation par lettre recommandée, tout au moins pour les affaires d'une minime importance;

2° Révision de l'article 26 de la loi du 23 mars 1891;

3° Exonération complète de tout droit proportionnel d'enregistrement frappant l'expédition des jugements;

4° Exemption complète du droit de titre de la convention, quand le jugement de condamnation ne porte que sur un montant peu élevé;

5° Subsidiairement, réduction de certains droits d'enregistrement sur des conventions litigieuses, notamment de celui de 2,70 p. c.

6° Exemption du droit de mise au rôle dans les procès commerciaux d'une mince importance ou tout au moins notable réduction du droit pour les petits procès commerciaux, en adoptant le système de la proportionnalité;

7° Réduction des droits d'expédition (frais de greffe);

8° Exemption de tout droit de greffe dans les affaires de mince import;

9° Exonération des droits perçus du chef des décisions judiciaires non définitives, ou, tout au moins, ristourne des droits perçus dans le cas où, à la suite d'une opposition ou d'un appel, la partie qui avait obtenu gain de cause primitivement et acquitté, à la suite de cela, des droits parfois importants au profit du Trésor se verrait définitivement déboutée des avantages qu'elle retirait de la décision judiciaire primitive;

10° Suppression de certaines exemptions injustifiables de patentes;

11° Cessation de l'arbitraire, des anomalies et des distinctions surannées qui caractérisent la législation actuelle des patentes;

12° Taxation des grands magasins en proportion de l'importance de leurs affaires.

*
* *

Il a été demandé encore en section si la patente des Sociétés anonymes ne pourrait se calculer sur le bénéfice distribué et non plus sur le bénéfice brut. »

La section centrale, tout en constatant que le libellé de cette question impliquait une erreur de fait, l'a transmise à M. le Ministre des Finances, qui y a fait la réponse suivante :

RÉPONSE.

« Sous le régime actuel, le droit de patente des Sociétés par actions ne repose pas sur le bénéfice *brut*, mais bien sur le bénéfice *net* de chaque exercice social (intérêts des actions, dividendes, fonds de réserve, etc.).

» J'incline vers le système consistant à percevoir l'impôt sur le bénéfice distribué; mais la question n'est pas exempte de difficultés et j'en poursuis l'étude.»

La section centrale, de son côté, estime aussi que la question est des plus délicates. Il faut redouter, lui paraît-il, tout au moins si certaines précautions indispensables ne sont pas prises, qu'une partie du bénéfice à taxer vienne à disparaître par le jeu de combinaisons diverses. Il semble, en tous cas, à première vue, que : 1° les mots « bénéfice distribué » devraient être définis avec le plus grand soin; 2° pour que le rendement de l'impôt ne fût pas diminué, son taux devrait probablement être relevé et peut-être même assez sensiblement.

*
* * *

D'autres questions ont été soulevées en sections.

C'est ainsi qu'un membre a demandé « qu'on frappe d'un droit le houblon entrant en Belgique » et qu'il a « prié la section centrale d'attirer l'attention du gouvernement sur cette question ». La section centrale le fait, en acquit de son devoir, mais, tout naturellement, en s'abstenant de prendre position.

Il n'est pas inutile d'ailleurs de rappeler que cette question de la protection du houblon national, en vue de lui faciliter la concurrence sur le marché belge, n'est pas neuve. Elle a fait l'objet déjà de plusieurs propositions de loi qui sont soumises à l'examen de Commissions ou de sections centrales : savoir d'une première proposition déposée le 22 mai 1903 (n° 146) et rapportée le 2 décembre 1903 (n° 25); d'une proposition déposée le 23 mars 1905 (n° 125) et rapportée le 29 mars 1906 (n° 131); d'une proposition déposée le 26 juillet 1907 (n° 220), actuellement en section centrale.

Si la troisième de ces propositions de loi n'a pas été rapportée encore, les deux premières, qui l'ont été, avaient été rejetées, l'une par 4 sections sur 6, l'autre par la section centrale à l'unanimité de ses membres présents.

D'autres moyens que l'établissement d'un droit d'entrée permettent de tendre au même but. On les a plus d'une fois indiqués dans des discussions publiques, dans des documents parlementaires et en séance de la Chambre. Durant ces dernières années, beaucoup d'entre eux, du reste, ont été mis en œuvre et avec succès.

Parmi ces moyens on a cité, tout d'abord, des moyens d'ordre technique : comme l'établissement de champs d'expérience, l'établissement de tourailles-types, les expositions, l'octroi de primes au meilleur houblon sur pied, l'octroi d'encouragements accordés aux associations houblonnières s'occupant d'introduire et de faire accepter par leurs membres les progrès que l'expérience a révélés ou qui assurent le succès de bonnes marques spéciales, etc.

On a encore cité l'institution d'analyses gratuites du houblon par l'Etat.

Ces dix dernières années on a vu les agronomes de l'Etat se mettre fort en rapport avec les cultivateurs de houblon et les aider puissamment de leurs conseils éminemment pratiques à améliorer leurs cultures.

Des expositions ont été organisées.

Une Commission du houblon a, du reste, été instituée dès le 28 décembre 1903 et ses conclusions ont été, depuis lors, regardées, dans de nombreux milieux, ainsi qu'on l'a écrit déjà, comme « la charte d'expansion de la culture houblonnière en Belgique ».

Les résultats des efforts tentés ont-ils répondu à l'attente?

Voici, pour qu'on puisse en juger, le mouvement de nos importations et de nos exportations de houblons depuis 1900 (1) :

Années.	Importations.		Exportations.	
	Valeur (en francs).	Kilogrammes.	Valeur (en francs).	Kilogrammes.
1900 . . .	5,535,507	2,535,535	1,566,439	870,255
1901 . . .	5,720,108	1,730,285	1,454,665	1,024,761
1902 . . .	4,418,353	2,008,424	2,655,751	1,639,832
1903 . . .	10,284,675	2,958,478	4,566,782	1,539,565
1904 . . .	9,851,285	2,189,174	11,598,673	4,384,105
1905 . . .	4,802,435	3,001,522	957,056	1,171,520
1906 . . .	6,159,055	2,465,622	1,802,289	1,441,831
1907 . . .	5,060,198	2,530,090	788,285	982,836
1908 . . .	2,186,415	2,733,034	445,486	650,408
1909 . . .	6,851,421	3,007,355	2,605,484	1,157,766
1910 . . .	8,480,910	2,552,251	2,275,867	1,256,884

Quant à l'étendue des terres affectées en Belgique à la culture du houblon, elle était, en 1900 de 2,202 hectares, de 2,346 en 1904 et en 1909 de 1,913 hectares, sans qu'il soit tenu compte dans ces chiffres des cultures inférieures à un hectare (et elles paraissent être nombreuses). En 1910, 2,200 hectares — ces dernières comprises — ont été plantés de houblons.

Le prix du houblon, qui était en moyenne, par 50 kilogrammes, de fr. 68.26, en 1900, a été de 71 francs en 1909, après avoir passé par fr. 104.84 en 1903.

*
* * *

A la question des facilités à accorder à la brasserie nationale pour résister dans les meilleures conditions possibles à la concurrence étrangère se rattachent celles soulevées au *Congrès international de brasserie* qui s'est tenu à Bruxelles le 25 juillet 1910.

Ce Congrès s'est clôturé par le vote des vœux suivants, sur lesquels — sans déclarer les faire siens — la Section centrale croit utile d'attirer également l'attention de M. le Ministre des finances :

VŒUX ADOPTÉS PAR LE CONGRÈS :

« 1° Nous souhaitons que la Fédération des Brasseurs belges, soutenue dans cette juste revendication par toute la brasserie belge, emploie tous

(1) Commerce spécial, d'après la statistique belge.

les moyens en son pouvoir pour obtenir, dans le plus bref délai possible, du Ministère des Finances que la loi de 1885 sur la bière soit modifiée comme suit en ce qui concerne la base de l'impôt :

» Article premier, § 2 :

» a) Le rendement légal par kilogramme de farine déclarée est fixé à 27 litres de moût à la densité d'un degré, à la température de 17 1/2 degrés du thermomètre centigrade.

» b) Il est accordé une tolérance de 2,5 litres de moût sur le rendement légal.

» 2° Nous demandons de voir disparaître de la loi certains détails et formalités d'une réglementation surannée, vexatoire et étroite, entravant la liberté du travail et, partant, la marche du progrès, en même temps qu'elle pousse les employés du fisc à des abus de pouvoir. »

A l'appui de la revendication classée sub n° 1^o *litteris a* et *b*, l'industrie de la brasserie fait valoir les considérations que voici (1) :

« La loi de 1885 dit, comme tout brasseur le sait, hélas ! trop bien, que le rendement légal par kilog. de farine déclaré est fixé à 25 litres de moût à la densité d'un degré, à la température de 17° C., avec une tolérance de 10 p. c., soit 2 1/2 litres. Le législateur supposait donc qu'il était *matériellement impossible* de dépasser le rendement de 27 1/2 litres. Nous en trouvons la preuve dans les discours prononcés au Parlement lors de la discussion de la loi (l'honorable M. Tack fixait ce rendement à 27 litres), et, d'une façon péremptoire, dans le § 32 de l'article 1 de la loi de 1885, qui dit : « Le brasseur qui prendrait pour base de calcul de sa déclaration le rendement de 27 1/2 litres s'exposerait à dépasser la tolérance accordée et à être mis de ce chef en contravention. »

» Or, nous affirmons qu'à l'heure actuelle, dans les brasseries où l'on travaille du malt de choix au moyen des procédés et appareils modernes, on dépasse couramment ce rendement de 27 1/2 litres.

» Cette évolution n'a rien de surprenant pour celui qui a suivi les progrès réalisés dans la sélection des orges à fine paille ; dans les appareils de nettoyage des orges ; dans le maltage, donnant un malt excessivement friable, sec et dépourvu de toute matière étrangère ; dans les procédés de brassage, comme l'empâtage préalable et la cuisson sous pression ; dans les perfectionnements apportés aux cuves-matières ou de clarification ; dans l'avènement du filtre-à-moûts, qui a révolutionné les anciens procédés de brassage, etc.

» Le projet de la loi Malou, de 1872, disait qu'on a constaté que l'on peut retirer d'un kilog. de malt 25,52 litres d'extract ; 12 ans après, en 1885, alors que très peu de progrès se sont réalisés, on observe qu'on peut retirer 25 litres d'extract.

» Est-il donc étonnant que, à la fin de 25 ans de progrès continus, on arrive à obtenir 27 1/2 litres d'extract ?

» La loi pêche donc par sa base et le relèvement de la brasserie au point

(1) Voir *Simplification de l'impôt sur la bière*, par Fr. VAN DER VEKEN.

de vue de sa valeur industrielle et de son rendement économique est arrêté.

» Voilà la raison primordiale qui devrait engager le gouvernement à fixer le rendement légal du malt à 27 1/2 litres au moins, avec une tolérance de 10 p. c. »

A l'appui de la revendication formulée sub n° 2° des vœux prérappelés, la brasserie fait valoir les considérations que voici : (1)

« Certaines anomalies de la loi de 1885 amènent des tracasseries et des vexations sans nombre et parfois aussi sans nom.

» Voyons l'article 10, § 24. Il importe, dit-il, que les employés se rendent bien compte de la disposition de tous les tuyaux dans la brasserie.

» Ne parvenant pas toujours à concilier les intérêts du brasseur avec les nécessités de la surveillance, cet article donne lieu à des discussions stériles, chacune des deux parties ne comprenant ou ne voulant comprendre parfois que ses intérêts.

« Le brasseur ne peut démonter, changer, agrandir ou diminuer ses cuve-matières ou chaudières, sans en faire, au préalable, la déclaration », dit le § 36 de l'article 13.

» Pourquoi cela s'applique-t-il à ces vaisseaux, alors qu'il n'est pas fait mention de la cuve-guilloire ou des cuves de fermentation faisant office de vaisseau-collecteur ?

» Le format du modèle de déclaration imposé par l'article 17 est peu pratique. Il devrait être plus large, de façon à donner plus de place aux colonnes.

» Dans les colonnes relatives au versement et à la réunion des moûts devrait être intercalée une colonne pour la désignation du jour, de manière à prévenir toute erreur dans l'inscription de ces importantes dates. L'adoption du cadran de 24 heures supprimerait 4 colonnes et rendrait les inscriptions plus claires. Ainsi, midi n'est ni avant ni après-midi; il faudrait, pour être logique, une colonne pour midi et une pour minuit : complications inutiles en exprimant l'heure de 0 à 24.

» Le § 49 fixe le moment de déposer la déclaration chez le receveur. Or, bien souvent le bureau des receveurs ruraux est fermé aux jours et heures fixés par la loi, sans que le brasseur ait un recours contre le receveur.

» D'après l'article 20, § 54, le brasseur est obligé de placer les farines destinées au brassin dans des sacs à proximité de la cuve-matière ou dans le local agréé, au moins 2 heures avant l'heure du versement.

» Quelle contradiction ! La loi dit au brasseur : « Vous déclarerez la quantité de farine versée, vous verserez ce qu'il vous plaira, mais vous me permettrez de contrôler ce versement ! » Si ce contrôle pouvait servir d'indice aux accisiens en 1885, il est parfaitement inutile aujourd'hui, les matières premières et les procédés de brassage sont trop disparates pour permettre aux accisiens de comprendre la valeur de ceux-ci. Et puis, à quoi bon ce contrôle d'une opération qu'il est si facile de faire à l'insu des agents de l'administration : un sac est si vite versé.

(1) *Loco citato.*

» On ferait aussi œuvre utile en retournant une partie de cet article, en disant que le brasseur est obligé de placer les farines pour le versement dans un local destiné à cet effet, ou, avec l'autorisation de l'administration, à proximité de la cuve-matière, d'autant plus que le § 63 dit que cette autorisation ne doit être donnée que quand le local où se trouve la cuve-matière est trop restreint.

» Pourquoi encore faire disposer les farines au moins 2 heures avant l'heure déclarée pour le commencement des travaux ?

» Nous ne voyons pas qu'il faille 2 heures pour peser quelques sacs ! Cette obligation impose bien inutilement des frais de main.d'œuvre et de combustible supplémentaires au brasseur, le contraignant, dans la majorité des cas, à mettre sa brasserie en marche dès la veille pour opérer le concassage. Dans d'autres cas, le brasseur fait son concassage plusieurs jours à l'avance au détriment de sa fabrication.

» Les §§ 61 et 62 permettent aux brasseurs de disposer la farine dans une trémie jaugée et aux agents de l'administration de leur retirer cette autorisation. Ici encore, ne serait-il pas plus rationnel d'obliger le brasseur à avoir sa farine dans une trémie et de l'autoriser seulement à employer des sacs ?

» L'article 21 § 69 fixe la durée du travail en cuve-matière à 10 h., avec une tolérance d'une heure.

» Nous ne connaissons plus de brasseurs qui mettent ce temps pour les travaux en cuve-matière ou dans les vaisseaux y assimilés. S'il en restait encore, il ne serait pas inutile que la loi rappelât à ces retardataires que le temps est de l'argent.

» L'article 22 accorde un délai de 2 heures pour le versement en cuve-matière, avec une tolérance très difficile à obtenir de deux autres heures. Les nouvelles périodes de versement ne peuvent commencer, d'après l'article 28, avant que les moûts réunis pour l'ébullition n'aient atteint une température de 85° C. au moins, afin que le contrôle ne soit pas rendu illusoire et que l'on ne puisse confondre les produits d'un brassin avec ceux d'un autre brassin. Le § 2 de l'article 29 de la loi de 1883 dit bien que le ministre *peut* accorder, à cet égard, des facilités que le mode de fabrication de certaines bières rendrait nécessaires, mais nous doutons que cette dérogation ait jamais été accordée. D'autre part, d'après le § 2 de l'article 28, on peut déclarer deux périodes de constatation du rendement, pour autant que l'intervalle entre les deux périodes ne dépasse pas 6 heures. Dès lors, ne serait-il pas logique d'accorder le même délai ou tout au moins la moitié, soit 3 heures, pour le versement en une ou plusieurs périodes d'un ou de plusieurs brassins (cette désignation n'étant qu'une question d'interprétation) — ce qui permettrait le travail continu dans les installations outillées avec le filtre-à-moûts ou d'autres appareils à travail rapide ?

» Il convient de protester énergiquement contre la trop grande latitude que laisse l'article 35 aux agents subalternes de l'administration, qui ne devraient pas pouvoir s'occuper de l'espèce, de la densité et de la température des matières et des liquides renfermés dans la brasserie. Ce qui revient à donner l'autorisation à ces agents de s'immiscer dans la fabrication et de pouvoir communiquer les secrets de celle-ci à un concurrent.

» C'est leur permettre même d'enlever des échantillons de bière, sous prétexte de voir si les moûts trouvés, avant la constatation du rendement, proviennent du brassin en cours, de vérifier la densité, la température, la teneur en alcool, l'acidité, la présence ou non de levure dans le moût, etc. — toutes constatations inutiles.

» L'article 81 des lois coordonnées punit d'une amende de 1.000 à 5.000 francs les brasseurs qui ont brassé sans être munis d'une *ampliation* de déclaration autorisant les travaux. Cela mène le brasseur à être souvent puni à la place du receveur.

» Nous demandons qu'il soit mis un holà à cette injustice flagrante, en reprenant l'ancien texte de la loi de 1885, qui ne punissait le brasseur qui avait brassé sans ampliation que s'il avait agi *clandestinement*.

» Il faut que l'administration revienne de ce mouvement de mauvaise humeur qu'elle manifesta en 1900, à la suite du procès qu'elle perdit contre d'honnêtes brasseurs. On ne peut mettre les brasseurs plus longtemps à la merci des receveurs.

« Les conséquences des articles 82 et 84 font frémir ! Songez qu'il suffira de tenir chez soi de l'eau chaude dans les chaudières — eau qui aurait, par exemple, été chauffée accidentellement ou non par la décharge — ou des matières farineuses détrempees — tels les malts et grains crus ayant subi l'empâtage préalable — pour que ces opérations soient assimilées à la fabrication d'un brassin clandestin, qu'on soit ruiné du coup et mené, les menottes aux poings, en prison sans plus de formes de procès, comme de vulgaires fraudeurs accusés de brasser ou de distiller clandestinement !

» Les articles 85 et 86 punissent de façon exorbitante les brasseurs surpris pour excédent de rendement, au point que si cet accident — car c'est généralement un accident et non une fraude — devait se produire plusieurs fois chez un même brasseur, en lui appliquant la loi, on le forcerait à déposer son bilan. »

A propos des retouches sollicitées en ce qui regarde la législation et les pratiques administratives concernant la brasserie, il est d'autant plus certain que le Département des Finances en examinera la possibilité et l'opportunité avec grand soin que récemment — et ce précédent donne une utile indication sur l'esprit qui l'anime en ce domaine — il a apporté à des pratiques administratives critiquées par l'industrie sucrière des modifications de nature à donner une satisfaction réelle à cette dernière industrie.

Le rapporteur du présent rapport recevait, en effet, à la date du 26 septembre 1911, de M. le Ministre des Finances la communication dont la teneur suit :

« A M. Hoyoïs, membre de la Chambre des Représentants.

« MON CHER COLLÈGUE,

« Dans le rapport fait par vous, au nom de la section centrale, sur le Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1911, vous avez signalé que l'obfi-

gation de fournir des plans rectifiés de leurs installations, chaque fois que des changements sont apportés à celles-ci, constitue un grave inconvénient pour les fabricants de sucre.

« J'ai fait étudier la question et je viens de prendre les dispositions nouvelles dont vous trouverez ci-joint le texte.

« Agréez, je vous prie, mon cher Collègue, l'assurance de mes sentiments es plus distingués.

(Signé) M. LEVIE. »

Les dispositions nouvelles, visées dans la lettre reproduite ci-dessus, étaient ainsi spécifiées à la circulaire jointe, laquelle a été envoyée aux directeurs provinciaux compétents :

« MONSIEUR LE DIRECTEUR,

» En vertu de l'article 12, § 1^{er} de la loi du 24 août 1903, Rl. 2740, les fabricants de sucre sont tenus de produire, à l'appui de leur déclaration de possession, un plan de leurs installations dressé en triple expédition, indiquant les divers locaux et dépendances, leurs issues, leur destination et l'emplacement de tous les vaisseaux et ustensiles, tuyaux, pompes, nochières, monte-jus, etc. D'autre part, l'article 20 § 1^{er} de la même loi stipule que les déclarations de changements aux locaux ou à l'outillage des fabriques de sucre doivent être accompagnés, s'il y a lieu, d'un plan rectifié.

« Ces dispositions sont rendues applicables aux raffineries de sucre par l'article 52 de la loi précitée.

» En vue de satisfaire dans la mesure du possible aux desiderata émis à ce sujet par l'industrie sucrière, j'ai décidé qu'à l'avenir la production de plans rectifiés ne sera plus exigée que s'il s'agit de changements aux locaux des fabriques ou des raffineries de sucre; en d'autres termes, il n'y aura plus lieu de tenir compte des modifications que subira l'outillage.

« Dans le cas où les rectifications nécessaires ne pourraient être faites au plan primitif, les fabricants et raffineurs seront admis à remplacer celui-ci par un plan général, en triple expédition, indiquant séparément pour le rez-de-chaussée et pour chacun des étages les divers locaux et dépendances de l'usine, leur destination et leurs issues.

« Il va de soi qu'en cas d'établissement d'une nouvelle usine, la déclaration de possession ne devra plus être accompagnée que du plan général dont il vient d'être parlé.

» Je vous prie de porter ce qui précède à la connaissance des fabricants et raffineurs de sucre de votre province, ainsi qu'à celle des agents sous vos ordres que la chose concerne.

Le Ministre,

(Signé) M. LEVIE. »

C'est ici le lieu de mettre sous les yeux de la Chambre la statistique inté-

ressante qui suit — car elle prouve que l'industrie de la brasserie ne marche pas précisément, en Belgique, à la ruine :

En 1850, il n'existait en Belgique que 2,894 brasseries, produisant 5 millions 544,130 hectolitres de bière. En 1900, nos brasseries étaient au nombre de 3,223, ayant une production de 14,616,535 hectolitres, soit 4,535 hectolitres en moyenne par brasserie. En 1910, enfin, 3,549 brasseries produisaient 16,018,580 hectolitres, soit 4,783 hectolitres par brasserie !

*
* *

La lecture des procès-verbaux des sections révèle encore qu'« un membre a préconisé la transformation des droits *ad valorem* en droits spécifiques ». Et aussi qu'un autre membre lui a répliqué que « le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce ne paraît pas partisan de cette transformation dans les taxations. La vérité semble être dans un juste milieu ». Enfin, un troisième membre ajouta que « la substitution des droits spécifiques aux droits *ad valorem* oblige dans chaque cas à une « conversation » avec le Gouvernement allemand ».

Cette question de la substitution des droits *ad valorem* en droits spécifiques n'est pas neuve. Elle paraît cependant, depuis quelques années, préoccuper davantage que jadis le Département des finances, le Parlement et les intéressés.

A la Chambre elle a fait, notamment, l'objet d'échanges de vues intéressants entre l'honorable M. Ozeray et l'honorable M. Liebaert, alors ministre des finances, les 9 et 10 décembre 1909 et le 21 décembre 1910.

Ce n'est pas le moment d'en faire un exposé complet, d'autant plus que celui-ci ne manquera pas d'être fait lorsque viendra en discussion, devant la Chambre, le projet de loi déposé par M. le Ministre des Finances le 16 mars 1910 (n° 127) et « portant modification du tarif des douanes et du système de perception des droits sur les marchandises tarifées *ad valorem* ».

Il nous suffira, ici, d'en indiquer les lignes essentielles.

Théoriquement, la tarification *ad valorem* est certes la plus juste et la meilleure à tous égards — puisqu'elle taxe exactement d'après la valeur. Mais, pratiquement, elle laisse souvent à désirer considérablement et fréquemment elle manque son but, parce que les marchandises à taxer ne sont pas, en fait, évaluées à leur valeur véritable : la sous-évaluation intervient largement, aux dépens du Trésor d'abord et aux dépens ensuite des concurrents des déclarants ne recourant pas ou recourant moins que ceux-ci à la sous-évaluation pour leurs marchandises de même espèce.

La perception de droits spécifiques, elle, théoriquement répond moins à un idéal de justice absolue, mais, pratiquement, elle donne très souvent, au point de vue de l'exactitude relative de la taxation, des résultats meilleurs que la perception des droits *ad valorem* : c'est au poids, c'est au mètre, etc. que se perçoit le droit et, grâce à un système généralement ingénieux de classifications (qui, somme toute, combine la taxation *ad valorem* avec la perception de droits spécifiques), la fraude est moins aisée.

Aussi, quoique le Département des Finances n'ait jamais caché ses préférences théoriques pour les droits *ad valorem*, entre-t-il, de plus en plus dans la voie de la substitution des droits spécifiques aux droits *ad valorem*.

On doit, du reste, ajouter que, à l'étranger, ce sont des droits spécifiques qui sont généralement perçus.

Mais, une difficulté se rencontrait jadis, qui a été levée. En effet, les droits *ad valorem* ne pouvaient être convertis en droits spécifiques qu'en vertu d'une loi. Une loi autorise désormais le Gouvernement à opérer cette conversion — toutefois elle ne date que du 16 juin 1903.

D'autre part, la liberté de la Belgique n'est pas entière, en ce domaine, en ce sens du moins que des traités formels et la clause de la « nation la plus favorisée » dans ceux qui ne sont pas explicites quant à ce peuvent paralyser ou entraver plus ou moins son action. Ainsi, le traité conclu avec l'Allemagne nous empêche de frapper *ad libitum* de droits spécifiques toutes les marchandises y visées. La Belgique peut, certes, substituer des droits spécifiques aux droits *ad valorem* frappant ces marchandises, à l'entrée, mais à la double condition : 1° qu'il y ait équivalence, sans plus; 2° qu'il y ait entente préalable avec le gouvernement allemand (sauf à faire trancher les questions litigieuses par un mode d'arbitrage convenu, en cas de désaccord persistant).

Ce qui est aisé à faire — parce que cela ne dépend que de nous — c'est remédier à la situation désagréable et préjudiciable qui est faite au Trésor en cas de sous-évaluations qu'il ne peut tolérer et dont les intéressés ne veulent cependant pas se départir. La façon dont les choses sont réglées actuellement est telle que, fréquemment, dans ce cas, il ne parvient pas à percevoir ce qu'il devrait percevoir.

C'est pour remédier à cet état de choses — qui n'a que trop duré — que le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, le 16 mars 1910, par le Gouvernement contient, un certain nombre de dispositions ayant pour but de substituer à l'arme, très défectueuse de la préemption (la seule dont le Trésor dispose actuellement contre les sous-évaluations), un système de Commissions mixtes d'évaluations.

Ces dispositions paraissent excellentes. Elles sont éminemment pratiques. Elles ont été admises par le Conseil de l'industrie et du commerce.

On ne voit, dès lors, pas pourquoi la Chambre ne les voterait pas au plus tôt. Il ne lui faudrait vraisemblablement pour cela que quelques instants, car les discussions sur cet objet ne peuvent être bien longues. Le Trésor et les déclarants honnêtes y trouveraient leur compte.

Puisque ces dispositions n'ont pas été, jusqu'ici, détachées du projet auquel elles ont été rattachées et qui est en section centrale depuis un an et demi, il serait hautement désirable, si le vote de l'ensemble de ce projet ne devait pas avoir lieu très prochainement et en tous cas au cours de la présente session, qu'une disjonction fût faite et que les dispositions disjointes du dit projet fussent rattachées, par exemple, à la discussion du budget des finances, si le Gouvernement n'estime pas qu'il est temps encore de la joindre à celle du projet de budget des voies et moyens.

PÉTITIONS REÇUES PAR LA SECTION CENTRALE.

La Section centrale a été saisie de deux pétitions.

L'une tendant à « la création d'un timbre adhésif pour les légalisations — ce qui dispenserait d'une besogne d'écritures, parfois considérable, un certain nombre de personnes (notamment les greffiers de justice de paix). »

L'autre « tendant à obtenir que les contrats de baux puissent être écrits sur papier libre, sauf que le visa pour timbre devrait avoir lieu lors de la présentation à l'enregistrement ». Il semble, à première vue, que le résultat le plus certain de cette innovation serait de frustrer le Trésor du montant du timbre dans la plupart des cas — c'est-à-dire dans tous ceux où les parties ne recourent pas à l'enregistrement.

VII.

Le présent Rapport ne serait pas complet si, conformément à un usage constant, il ne donnait un aperçu de notre situation financière.

Elle reste brillante, et au-delà de toute espérance.

Si brillante que, pour l'exercice 1912, le gouvernement propose au pays, en toute confiance, d'assumer une charge ordinaire, c'est-à-dire annuelle, nouvelle de fr. 39,101,625.84. La section centrale chargée d'examiner le Budget des voies et moyens n'a pas mission, d'ailleurs, d'apprécier ici cette charge nouvelle. Elle n'a qu'à constater que le gouvernement n'entend pas, malgré cette charge nouvelle, interrompre l'heureuse tradition qui s'est établie depuis l'avènement du gouvernement catholique et affirmée depuis lors chaque année, sans aucune exception, d'un boni clôturant l'exercice budgétaire.

C'est un boni de fr. 428,044.28 que le gouvernement prévoit pour 1912.

Le pays sait, d'ailleurs, avec quelle modération le gouvernement catholique chiffre chaque année ses prévisions de boni pour l'exercice suivant.

Voici la preuve évidente de cette modération :

Les prévisions de boni, pour les derniers exercices, ont été les suivantes :

En 1901	fr.	381,787.41
— 1902		695,646.96
— 1903		188,892.09
— 1904		270,139.43
— 1905		816,959.54
— 1906		1,058,444.58
— 1907		534,037.23
— 1908		407,270.92
— 1909		305,210.89
— 1910		446,546.06
— 1911		559,982.37

Le caractère ultra-modeste des bonis ainsi prévus n'a pas empêché les divers exercices pour lesquels ils étaient prévus de se clôturer ainsi qu'il suit :

En 1901	boni, fr.	2,539,523.11	
— 1902		3,213,338.72	
— 1903		2,901,290.91	
— 1904		6,231,764.37	
— 1905		14,737,030.38	
— 1906		3,646,580.00	
— 1907		2,571,184.38	
— 1908		5,964,653.44	
— 1909		10,656,648.78	
— 1910		7,400,000	» chiffre non dé-
— 1911	(P)		finitif.

Encore faut-il ne pas perdre de vue que ces bonis sont eux-mêmes fixés avec une modération extrême, si l'on tient compte des réformes qui ont été apportées, en 1893, dans la comptabilité budgétaire de l'État et qui ont eu pour effet — ainsi que cela est indiqué plus loin — de diminuer considérablement le boni qui apparaîtrait chaque année si les budgets avaient continué à être dressés comme ils l'étaient jadis, plus spécialement au temps du dernier ministère libéral.

Nul n'ignore plus, du reste, en Belgique, que chacune des années du dernier ministère libéral fut marquée par un déficit.

Les déficits furent :

En 1879, de fr.	3,113,363
— 1880, —	88,525
— 1881, —	6,060,352
— 1882, —	15,211,844
— 1883, —	18,253,868
— 1884, —	16,237,234

Le déficit avait donc été constant : on peut dire qu'il était de règle. Et, sauf pour ce qui est de l'année 1880, il avait, en sus, été progressif.

Tout cela, malgré une très forte augmentation de la dette publique et un accroissement considérable d'impôts !

La comparaison de ces chiffres avec ceux des bonis réalisés par le Gouvernement catholique est éminemment suggestive.

Aujourd'hui, l'ordre règne dans les finances publiques. A ce point que, depuis 1883, pas un seul exercice budgétaire ne s'est clôturé sans que nous ayons eu un boni à enregistrer.

Le total de ces bonis annuels, de 1883 à 1910 inclusivement, s'est élevé à 208 millions environ. Nonobstant les réformes fondamentales susvisées apportées dans la comptabilité de l'État.

Une première de ces réformes a eu pour effet de faire passer aux budgets ordinaires, de 1893 à 1910, 228 millions environ de dépenses exception-

nelles qui, antérieurement et plus spécialement au temps du dernier cabinet libéral, eussent figuré à l'extraordinaire, c'est-à-dire eussent été payées par l'emprunt.

Une seconde a fait, de 1896 à 1901, porter en recette au budget extraordinaire, au lieu qu'ils le soient aux budgets ordinaires comme précédemment, 16,525,000 francs.

Nos bonis, calculés comme avant 1884, seraient donc de 208+228+16 1/2 ou de 452 millions 1/2 environ.

D'autre part, de 1901 à 1910 seulement, l'amortissement de la Dette publique, devenu obligatoire depuis 1893, a fait éteindre — charge nouvelle et considérable — pour 109 millions environ de cette dette.

Tout cela, malgré les sacrifices considérables consentis par le Trésor au profit des communes. Ainsi : 1° la part du fonds communal distribuée aux communes en 1884 ne s'élevait qu'à 26,958,577 francs, alors qu'elle s'élevait déjà — et elle a continué à s'élever depuis lors — à 44,673,963 francs en 1908, soit une progression annuelle moyenne de 740,000 francs environ (1) ; 2° sur le fonds communal est venu se superposer le fonds spécial institué, sur l'initiative de M. Beernaert, par la loi du 19 août 1889 et qui procure à chacune de nos communes annuellement une recette de 1 franc par tête d'habitant, soit à toutes, dans leur ensemble, 7 millions 1/2 en chiffres ronds.

Néanmoins aucun impôt n'a été créé ni augmenté.

Au lieu de cela, beaucoup ont été, les uns supprimés, les autres diminués.

Pour ne parler que de ceux qui intéressent particulièrement la classe ouvrière, rappelons, en premier lieu, que la contribution personnelle a cessé de frapper, depuis 1889, les habitations ouvrières — dégrèvement dont, en 1910, ont bénéficié 227,275 ouvriers à concurrence d'une somme de 2,500,000 francs, que, sous le régime précédent, le Trésor eût continué à percevoir. Il convient d'ajouter qu'un grand nombre d'ouvriers, ne se trouvant pas dans les conditions voulues pour bénéficier des lois du 9 août 1889 et du 18 juillet 1893, jouissent, eux, de l'exemption totale ou partielle prévue par les lois du 28 juin 1822 et du 11 avril 1893 (2).

Rappelons ensuite que la charge des impôts de consommation, si lourde en France, va pesant de moins en moins sur le contribuable belge.

Le café a vu disparaître complètement l'impôt qui le frappait.

L'impôt de même époque qui — établi sous le dernier ministère Frère-Orban, et plus impopulaire encore — frappait le tabac planté pour la consommation personnelle du planteur et des siens, a eu le même malheureux sort.

Quant au sucre, si nécessaire à l'alimentation populaire, après des années

(1) Pour l'exercice 1912, le projet de Budget des recettes et des dépenses pour ordre chiffre à 47,684,320 francs le montant prévu du fonds communal.

(2) La somme globale que représentent ces exemptions (totales et partielles) n'est pas connue exactement.

d'efforts, le gouvernement catholique est parvenu, en 1902, à obtenir des puissances étrangères la « Convention internationale de Bruxelles » qui, tout en replaçant l'industrie et le commerce du sucre sous l'empire des lois économiques générales, a permis d'abaisser le droit d'accise de 50 à 20 fr. — ce qui a eu ce double résultat de dégrever de 21 millions de francs la consommation indigène et de porter celle-ci, à la grande satisfaction des planteurs de betteraves, de 60 millions de kilogrammes, qu'elle était en 1902, à 103,632,000 de kilogrammes en 1910!

Voici une constatation du même ordre et nécessaire aussi : la charge réelle de la Dette publique, non couverte par le revenu net des sommes empruntées, qui était passée, sous le dernier ministère libéral et par tête d'habitant, de 5.14 (chiffre de 1878) à 6.75 (chiffre de 1884), était déjà tombée, pour la moyenne des années 1900 à 1907, à 4.34!

Et cependant, d'autre part, la prospérité nationale n'a cessé de s'accroître!

Trois preuves seulement, car elles sont convaincantes :

La première, on la trouve dans les statistiques de la Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'État, qu'il faut méditer en ne perdant pas de vue que ceux qui fréquentent les guichets de cette Caisse ne sont pas les gros propriétaires ni les banquiers cossus, mais les petits bourgeois, les cultivateurs, les ouvriers. On y lit : « Nombre des livrets et des carnets de rente, en 1883, 375,000; en 1910, 2,959,000; sommes en dépôt, en 1883, 169,900,000 francs et, en 1910, 1,495,000,000 francs.

La deuxième preuve, on la rencontre dans la statistique de notre mouvement maritime pour l'ensemble du pays. Elle accusait, en 1884, un tonnage de 4,072,987 tonnes à l'entrée et de 4,046,208 tonnes à la sortie et elle accuse, pour 1909, un tonnage de 14,283,545 tonnes à l'entrée et de 14,274,014 tonnes à la sortie. En 1910, il est entré dans les ports belges 10,943 navires, à voile et à vapeur, jaugeant (1) ensemble 15,101,171 tonnes, et il est sorti de nos ports 10,929 navires, jaugeant ensemble 15,074,061 tonnes.

La troisième preuve, on la découvre dans la marche toujours ascendante de nos importations et de nos exportations, surtout depuis la loi du 12 juillet 1895.

Il y a quelques années, M. de Smet de Naeyer, alors ministre des finances, écrivait au Président de la Fédération des Associations commerciales et industrielles de Belgique, à Anvers :

« Ce n'est qu'à partir de la loi du 12 juillet 1895, Monsieur le Président, que notre régime économique a été modifié dans une mesure telle que les effets de ces changements ont pu se faire sentir dans les chiffres représentant l'ensemble du commerce avec l'étranger.

» L'augmentation, de 1894 à 1902, a été de 806 millions de francs à l'importation et de 621 millions à l'exportation — ce qui fait une augmentation moyenne par an de plus de 100 millions à l'importation et de 77 millions

1) Jauge Moorsom.

à l'exportation. Aucune période antérieure, d'une durée égale, ne présente un accroissement aussi intense de notre commerce avec l'étranger. »

Or, depuis 1902, nous avons encore singulièrement progressé!

Si bien que, en résumé, notre commerce spécial avec les ports étrangers (importation et exportations réunies, sans compter le transit), qui représentait en 1884 une valeur totale de 2 milliards 763 millions de francs, qui représentait dix ans plus tard, en 1904, une valeur totale de 2 milliards 878 millions de francs, atteignait après une nouvelle période décennale, soit en 1904, le chiffre formidable de 5 milliards de francs environ et, fin 1909, le chiffre autrement colossal de 6 milliards 514 millions de francs! En 1910, le commerce spécial de la Belgique avec les pays étrangers se chiffrait par 4,264,961,000 francs à l'importation et 3,407,428,000 à l'exportation; quant au transit, il se chiffrait par 2,287,212,000 francs.

Le commerce belge représentait, en 1909, 497 francs par tête d'habitant, à l'importation, 377 francs à l'exportation, 307 francs pour le transit. Déjà, en 1903, notre éminent collègue M. Beernaert constatait que ce sont là des chiffres sans pareils, dépassant de loin ceux atteints par l'Angleterre, doubles de ceux de la France et de l'Allemagne, quatre fois plus forts que ceux des États-Unis, sept fois plus forts que ceux de l'Italie, douze fois plus forts que ceux de la Russie.

Et quel formidable capital engagé dans nos industries!

Il y a dix ans, on le chiffrait à 3 milliards de francs, tandis que, en Prusse, dont la population est si supérieure à la nôtre et où de si considérables progrès ont été réalisés ce dernier demi-siècle, le capital engagé dans toutes les industries n'était pas de plus du double.

S'il fallait ajouter quelques données complémentaires à ces chiffres, suffisamment éloquents pourtant, nous y ajouterions celles-ci :

Nos machines disposent de 2,489,673 chevaux-vapeur, pendant que la France n'en compte, elle, pas plus du double.

En 1838, nos charbonnages produisaient 2,638,731 tonnes de houille, valant 25,000,000 de francs; en 1910, c'étaient 23,916,560 tonnes, ayant une valeur de 348,877,000 francs.

Et que dire du développement de nos voies de transport?

En 1830, la Belgique était pourvue de 3,000 kilomètres de routes. En 1880, elle était pourvue de 8,526 kilomètres de routes et, en 1909, elle en comptait plus de 9,699 kilomètres. Quant à notre réseau de voies navigables et flottables, il présente un développement de 2,193 kil. 286.

En 1900 déjà, on pouvait dire triplée l'étendue de nos routes pavées et empierrées et on y avait consacré, à l'extraordinaire seul, plus de cent millions de francs.

Notre réseau de chemin de fer est le plus serré du monde, sans compter qu'il faut y ajouter, au 31 décembre 1910, 3,664 kilomètres de chemins de fer vicinaux en exploitation et 810 kilomètres en construction ou à construire.

Et que de changements et de perfectionnements aussi apportés à nos ports, à Anvers, à Bruxelles, sur le littoral, etc. !

Que la richesse publique progresse, elle aussi, corrélativement, comment en douter ?

Rien qu'en valeurs cotées, on l'estimait déjà, en 1902, à huit milliards et demi. Qu'est-elle aujourd'hui ?

Dieu merci, elle n'est pas condensée en un petit nombre de mains, ni dans une seule classe de la population. Personne, en effet, ne peut nier qu'elle soit aujourd'hui distribuée entre toutes les classes de la nation. Quelle différence, dans toutes, entre la vie d'aujourd'hui et celle d'il y a un demi-siècle et même, à beaucoup d'égards, celle d'il n'y a qu'un quart de siècle ? Combien un luxe relatif et le confort se sont, heureusement, étendus et généralisés !

Pour ce qui est de la classe ouvrière, il serait aisé d'en trouver une première explication dans l'élévation continue des salaires.

On en trouverait une seconde dans l'innombrable quantité de belles lois sociales et de mesures sagement démocratiques votées par le Parlement ou arrêtées administrativement durant, ces 27 dernières années, sur la proposition ou à l'initiative des divers ministères catholiques qui se sont succédés aux affaires : les unes ont facilité aux classes laborieuses la lutte pour la vie, les autres leur ont apporté une assistance financière précieuse sous les formes les plus diverses et les mieux appropriées à leurs besoins les plus dignes d'intérêt.

A quiconque contesterait que les bienfaits de la richesse publique s'étendent aujourd'hui jusques aux couches profondes des classes laborieuses, il suffit d'opposer les chiffres relevés par la statistique de la Caisse générale d'épargne et de retraite sous la garantie de l'État. On les a lus plus haut.

Ajoutons à cette preuve des constatations de deux autres ordres et qui laissent même réconfortante impression.

Les voici :

En 1867, en régime libéral, on avait fait une loi sur l'anonymat des sociétés d'habitations ouvrières. Elle avait été de nul effet. En 1889, à l'initiative de M. Beernaert, on en fit une autre — sur les habitations ouvrières elles-mêmes cette fois-là et qui fut du reste améliorée encore en 1897. Ses résultats furent admirables : en décembre 1910 étaient nées 208 sociétés d'habitations ouvrières, plus de 110,000 ouvriers étaient devenus — de par l'action de la loi — propriétaires de leur maison et la Caisse générale d'épargne et de retraite avait avancé à 50,000 d'entre eux 95 millions 864,217 fr. !

Deuxième constatation : en ce non compris les sociétés d'assurance pour le bétail et les autres valeurs agricoles, les sociétés de secours mutuels reconnues étaient, en 1883, 196, comprenant 29,121 membres seulement et recevant comme subsides, au total, 600 francs ! En décembre 1910, elles étaient 8540 avec 1,600,000 membres effectifs, recevant de l'État 1 million 752,882 francs de subsides et 4 millions 311,201 francs de primes d'encouragement — soit, en plus, 8,026 sociétés, 1,570,879 membres et 6,065,485 francs de subsides et de primes.

Et si, des classes ouvrières proprement dites, on porte le regard sur l'état de l'agriculture et sur nos populations rurales — encore que tout ne

soit point devenu parfait dans le monde agricole, que bien des progrès restent à réaliser et des réformes importantes en souffrance — les motifs de joie et de fierté ne sont pas moindres.

Par hectare la production annuelle moyenne a été : froment, période de 1870 à 1880 : 1529 kilogrammes ; période de 1886 à 1895 : 1847 kil. ; année 1909 : 2519 kil. ; seigle, de 1870 à 1880 : 1422 kil. ; de 1886 à 1895 : 1,706 kil. ; en 1909 : 2284 kil. ; avoine, de 1870 à 1880 : 1,614 kil. ; de 1886 à 1895 : 1,789 kil. ; année 1909 : 2307 kil. ; betteraves fourragères, de 1870 à 1880 : 32284 ; de 1886 à 1895 : 40821 ; année 1909 : 54761 ; pommes de terre, de 1870 à 1880 : 12,235 ; de 1886 à 1895 : 11,174 et année 1909 : 17,545.

Quant au cheptel national, élément si important de la richesse agricole, son augmentation fut la suivante : en 1895 — les chiffres pour 1880 manquent — nous possédions 216,499 chevaux agricoles, nous en comptons 255,229 en 1909 déjà ; en 1880 nous possédions 1,382,815 bêtes à cornes, en 1909 nous en avons 1,865,855 soit 482,918 de plus ; en 1880 nous possédions 646,575 porcs et en 1909 1,116,500 soit 470,125 de plus !

Ces chiffres nous apportent la preuve, vivante et parlant en quelque sorte, du relèvement de l'agriculture, qui était tombée si bas avant le 10 juin 1884. Ce relèvement on le doit, évidemment, pour partie, aux rares qualités de nos populations rurales, mais aussi, — n'est-ce pas ? — à l'action intelligente et persévérante du gouvernement catholique, qui, à l'intervention de ses agents — depuis la création du ministère de l'agriculture — s'est appliqué avec tenacité à battre en brèche la routine, à propager l'enseignement agricole, à vulgariser les meilleurs procédés de culture, d'exploitation et d'élevage — le tout pendant qu'il faisait littéralement jaillir du sol ces milliers et ces milliers d'associations et de syndicats qui rendent actuellement tant et de si inappréciables services à nos vaillants cultivateurs et à leurs braves ouvriers.

Partout, à l'étranger, on nous prodigue les éloges les plus flatteurs pour notre amour-propre national. Comment s'en étonner, quand on voit la Belgique au premier rang des nations, malgré l'exiguité de son territoire et le petit nombre de ses habitants.

Plaise à Dieu qu'elle garde longtemps encore cette situation privilégiée et si universellement enviée !

VIII.

Au moment de passer au vote sur l'ensemble du projet, un membre a déposé la note ci-dessous :

« Dans les conditions actuelles, à la veille d'un renouvellement complet des Chambres, il me paraît inutile de discuter à nouveau et à fond le budget des voies et moyens et tout notre système d'impôts, dont les tares et les injustices ont été signalées, par l'opposition, depuis de longues années.

» J'estime, et toute l'opposition estime avec moi, que le Gouvernement

actuel ne représente plus le pays et que c'est abusivement qu'il reste au pouvoir et qu'il compte y rester pendant plus de six mois encore.

» La parole devrait être donnée au pays.

» C'est pour ce motif que je me refuse de prendre part à la discussion ou au semblant de discussion du budget des voies et moyens.

» Je me borne à faire acter le vote négatif que les membres de l'opposition ont émis, dans la section qui m'a désigné pour faire partie de la section centrale, et je demande que cette protestation soit actée et insérée dans le Rapport de la section centrale, en guise de note de la minorité de celle-ci.

(Signé) L. BERTRAND. »

A cette *Note de minorité* — d'un genre un peu spécial — la majorité de la section centrale a répondu :

L'attitude que prend l'honorable auteur de la *Note* — qui semble vouloir parler au nom de « toute l'opposition » — cadre assez mal avec celle prise dans les sections par divers des membres présents de l'opposition. En effet, des procès-verbaux des sections il résulte que, parmi les membres de l'opposition, certains, au vote sur l'ensemble du projet de Budget des voies et moyens, se sont simplement abstenus.

D'autre part, l'honorable auteur de la *Note* paraît avoir eu plusieurs attitudes successives. En effet, en section, il avait proposé de retenir le projet de Budget.

Il a, du reste, ailleurs, expliqué ainsi cette autre attitude, qui se concilie assez imparfaitement avec l'obligation que la Constitution impose au Parlement de procéder chaque année, avant le 1^{er} janvier de l'exercice suivant, au vote sur le Budget des Voies et Moyens :

« Une belle occasion s'est présentée cette semaine pour déjouer les calculs machiavéliques et malhonnêtes de nos dirigeants. Mais l'opposition l'a laissé échapper.

» Dans trois sections sur six, l'opposition était en majorité. Il eût donc été possible, en renouvelant la tactique employée pour la loi scolaire, de ne pas nommer de rapporteur à la section centrale, d'empêcher donc la constitution de celle-ci et d'empêcher le vote du budget des voies et moyens.

» La proposition en a été faite.

. , ,

» Que serait-il arrivé si la tactique préconisée avait pu se réaliser?

» Le Gouvernement était impuissant. Il se trouvait empêché, par le fait de l'opposition, de faire voter le budget des voies et moyens avant le 1^{er} janvier.»

Enfin, le fond même de la *Note* de l'honorable membre ne résiste pas à un examen superficiel. Cela a été démontré, d'avance, au cours d'une discussion récente, qu'il est inutile de renouveler ici.

On ne voit pas pourquoi il faudrait regarder comme dépourvu de toute autorité un gouvernement qui, parce que le nombre des membres de l'une

des Chambres ou des deux serait à augmenter dans une mesure plus ou moins importante, manifeste l'intention de procéder, à la date normale de l'élection législative, au renouvellement intégral, plutôt que partiel, de l'une des deux Chambres ou des deux. Et ce à partir du moment où il annonce cette intention et jusqu'au jour du scrutin. Sous prétexte que l'élection pourrait peut-être déplacer la majorité dans l'une des Chambres ou dans les deux !

A ce compte là et pour être logique, il faudrait presque aller jusqu'à dire que (surtout en régime proportionnaliste, où les majorités seront généralement faibles), des élections législatives devant avoir lieu tous les deux ans, si l'on peut admettre que le Gouvernement issu d'une majorité née ou maintenue lors d'une élection peut être regardé l'année qui suit immédiatement cette élection comme ayant plus ou moins d'autorité, l'année suivante (celle qui précède immédiatement une nouvelle élection législative) on peut toujours le proclamer « destitué de toute autorité » sous prétexte que —, dans un petit nombre de mois, ... il sera peut-être renversé !

Si c'est uniquement au résultat des récentes élections communales que l'honorable auteur de la « Note de minorité » a voulu faire allusion, il serait vraiment trop aisé de lui répondre : 1° que les élections communales (d'ordre administratif) et les élections législatives (d'ordre politique) n'ont pas précisément grand chose de commun ; 2° que les dernières élections communales ont marqué, dans l'ensemble du pays, un progrès sérieux des idées dont s'inspire la politique du gouvernement, puisqu'elles ont accusé un accroissement important dans le nombre des voix obtenues par les candidats s'inspirant de ces mêmes idées et de cette même politique sur le terrain communal.

Par 6 voix contre 1 la section centrale a, en conséquence, adopté le projet de Budget des voies et moyens (en ce compris les art. 1 et 2 du projet, concernant la législation sur le timbré).

Le Rapporteur,

Jos. HOÏOIS.

Le Président,

COOREMAN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 NOVEMBER 1911.

Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1912 (1).

VERSLAG

NANENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER Jos. HOÏOIS.

MIJNE HEEREN,

I.

In het eigenlijk ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen worden, sedert enkele jaren, een min of meer groot getal verschillende voorstellen van fiskalen aard opgenomen.

Deze doenwijze, in den beginne op verschillende wijze beoordeeld, heeft nu voor goed ingang gevonden.

Zóó kan men inderdaad in onze fiskale wetten sommige verbeteringen brengen, waarvan de noodzakelijkheid uit de practijk is gebleken en die, moesten zij den parlementairen weg volgen, slechts zeer traag zouden ingevoerd worden.

Op die wijze wordt onze fiskale wetgeving stuksgewijze verbeterd. Overigens, het spreekt vanzelf dat men niet buiten de maat dient te gaan.

Dit jaar komen er in het ontwerp van Begrooting slechts twee artikelen van fiskalen aard voor. Beide betreffen eene enkele en zelfde zaak die, overigens, van weinig belang is.

II.

Men vroeg zich af, of het niet mogelijk ware geweest, daaraan ook te verbinden de zoolang en met ongeduld verwachte nieuwe bepalingen betreffende het invoeren van eene belasting op de uithangborden, plakkat en schilderstukken dienende tot bekendmaking van nijverheids- en handelsbedrijven.

Eenieder weet hoezeer die plaag van plakkat en schilderstukken en

(1) Begrooting, n^o 4^e.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Cooreman, voorzitter, Bertrand, Wauwer-mans, Dallemagne, Helleputte, Hoÿois en Hubert.

reclame-uithangborden zich elken dag meer en meer uitbreidt tot groote ontsteltenis der liefhebbers van natuurschoon.

Het is tevens algemeen gekend dat, terwijl de fiscus zeer tuk is op het innen van allerhande belastingen, inzonderheid wegens de kleinste plakbrieven, de onzaglijke handels- en nijverheidsreclame, waarvan hier sprake is, vrijelijk en in 't openbaar plaats heeft zonder de minste belasting te moeten betalen.

Hoe reusachtig en hoe winstgevend deze reclames ook zijn — gewoonlijk worden zij gemaakt ten bate niet van geringe handelaars, nijverheidsmannen of vennootschappen, maar wel van rijke personen of groepeeringsen —, toch zijn ze vrijgesteld van elke bijdrage ten voordeele van den Staat.

Dat is eene blijkbare onregelmatigheid, eene storende onrechtvaardigheid die door vertegenwoordigers van de onderscheidene partijen herhaaldelijk werd aangeklaagd in de Kamer; tevens ondergaat de Schatkist een betrekkelijk groot verlies in geld.

Zou het niet tijd geworden zijn, daaraan een eind te maken?

Dat schijnt niet te kunnen betwist worden.

Overigens, reeds den 28ⁿ Juni 1907, werd met dat doel een wetsvoorstel door Kamerleden ingediend en den 26ⁿ October 1909 werd een gunstig verslag daarover uitgebracht. Sedert het indienen van dit verslag zijn er twee jaren verlopen. In eene der afdeelingen word de wensch geuit, dat dit wetsvoorstel zou worden behandeld te gelijker tijd als de huidige Begrootingswet van 's Lands Middelen. Daar geene andere voorstellen door de Regeering werden ingediend, verzet de Middenafdeeling zich niet tegen die gelijktijdige behandeling; zij machtigt haren Verslaggever, te vragen dat de Kamer daartoe zou beslissen.

III.

Niet enkel op deze nieuwe bron van inkomsten kan de aandacht van den heer Minister van Financiën worden gevestigd. Zóó, bij voorbeeld, werd in de Kamer herhaaldelijk er op gewezen, dat de Fransche Kamers, sedert verscheidene jaren reeds, een zekere belasting op de winnende titels bij de trekkingen der premieloten hebben geheven en daarna verhoogd. Waarom zou men niet op dezelfde wijze te werk gaan?

Wie het geluk heeft door het lot beëgunstigd te worden, zou er zich niet over beklagen, dat ook de Staat zijn rechtmatig aandeel zou afhouden van de winst die hem te beurt valt. Zóó zou deze winst belast en vergeldend worden voor den Staat — evenals het gebeurt met andere winsten die door de belanghebbenden ten koste van veel grooter moeite verwezenlijkt worden.

IV.

De twee artikelen, opgenomen in het Ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen en ten doel hebbende onze fiskale wetten te verbeteren, betreffen de wet op het recht van zegel.

Voor de « handelseffecten die in het buitenland betaalbaar zijn » vervangt het eerste dezer artikelen het bestaande evenredig zegelrecht, bepaald bij de wet van 25 Maart 1891, door een vast recht van 25 centiemen.

Het tweede artikel luidt : « Eene boete van 100 frank wordt *hoofdelijk* en *zonder verhaal*, verbeurd door *al* degenen die, *uit welken hoofde ook*, in *België* hunne handteekening op een in den *vreemde betaalbaar* handelseffect stellen voordat het aan het voorgeschreven zegel is onderworpen. »

Het voegt er bij dat « eene boete *van gelijk bedrag* wordt verbeurd », — dus ook hoofdelijk en zonder verhaal — « door *al wie* aan verhandelingen betreffende gemelde effecten *zijne medewerking verleent*. » Het dient te worden aangemerkt dat deze bepaling niet vermeldt dat de overtreding « in *België* » moet gepleegd zijn. Doch, het spreekt vanzelf dat dit wel de beteekenis is, welke daaraan moet gehecht worden. Men weet, overigens, dat artikel 4, boek I, van het Strafwetboek bepaalt : « Het misdrijf, buiten het grondgebied van het Koninkrijk begaan door Belgen of door vreemdelingen, wordt in België slechts gestraft in de gevallen bij de wet bepaald. »

De voorgestelde wet bedoelt niet de verhandelingen in het buitenland.

Zou het vervangen van het bestaande evenredig recht (50 centiemen per 1000 frank voor de in België uitgegeven en in het buitenland betaalbare handelseffecten en 25 centiemen per 1000 frank voor de in het buitenland uitgegeven en betaalbare effecten) door het vast en zeer gematigd recht van 25 centiemen, op zich zelf voor gevolg kunnen hebben, het thans gewoonlijk ontdoken zegelrecht, waarvan hier sprake is, te doen betalen? Men mag het hopen, vermits het door de belanghebbenden goed onthaald wordt.

Overigens, men moet ook aannemen dat de eenvoudige vermindering van het te betalen recht geen uitwerking zouden hebben op hen die het liever niet betalen.

Dat is de reden van de straf waarmede wordt bedreigd.

Zal zij doelmatig genoeg zijn tegenover hen die de wet zouden willen overtreden?

De bestaande strafbepalingen der wet van 25 Maart 1891, waarop de aandacht thans dient te worden gevestigd, komen voor in de artikelen 36 tot en met 42.

Zij luiden als volgt (1) :

« ART. 36. — Er is boete verbeurd over het twintigste gedeelte der uitgedrukte som, wegens niet verhandelbare briefjes, mandaten en obligatiën, orderbriefjes, wisselbrieven of mandaten op order en andere verhandelbare effecten, in België getrokken, en op ongezegeld papier geschreven.

« ART. 37. — Wanneer een briefje, een mandaat, eene obligatie of een effect geschreven werd op papier met een evenredig zegel of met een formaatzegel bekleed van geringer bedrag dan voorgeschreven is, dan wordt de boete over het twintigste gedeelte alleen geheven op het beloop der som welke, zonder dat er overtreding bestond, uitgedrukt hadde mogen zijn.

(1) Deze Vlaamsche tekst is ontleend aan de officieele verzameling der wetten.

» ART. 38. — Schuldeischers en schuldenaars zijn solidairlijk aansprakelijk voor de boeten, op *niet verhandelbare* obligatiën gesteld.

» ART. 39. — Boete over het twintigste gedeelte der uitgedrukte som is verschuldigd door den eersten overlater van eenig *niet verhandelbaar* briefje, mandaat of obligatie, geschreven op papier dat niet met het voorgeschreven zegel bekleed is.

» ART. 40. — Verhandelbare of handelsseffecten, uit den vreemde komende, mogen in België niet genegociëerd, aanvaard of gequitteerd worden, indien zij niet bekleed zijn met het voorgeschreven zegel of niet voor zegel gevisceerd zijn.

» ART. 41. — Alle endossement, aanvaarding, wisselborg (aval) of kwijting, gesteld op eenig verhandelbaar of handelsseffect dat niet met het zegel bekleed is, moet plaats en dag der onderteekening vermelden.

» Wordt die vermelding niet gedaan, dan is de onderteekenaar der akte, in België verblijvende, ondersteld dezelve in het koninkrijk onderschreven te hebben.

» ART. 42. — De boete van het twintigste gedeelte der uitgedrukte som is verbeurd, *persoonlijk* en *zonder verhuul*, door al degenen die, *ten eenigen titel*, het handteeken hebben gesteld op *verhandelbare effecten, orderbriefjes, wisselbrieven of mandaten op order*, zelfs uit den vreemde komende, wanneer zij het voorgeschreven zegel niet dragen of niet voor zegel gevisceerd zijn.

» Verbeurt dezelfde boete alle *wisselagent of makelaar* die zijne tusschenkomst verleende voor negociatiën rakende die effecten. »

Vooreerst dient te worden aangemerkt dat de boete, waarmede de huidige wet dreigt wegens het ontbreken van het zegel, « een twintigste bedraagt van de som uitgedrukt » op het niet verzegeld effect. Bijgevolg zal de in het ontwerp voorgestelde boete van 100 frank alleen dan hooger zijn dan die welke onder het beheer van de bestaande wet zou worden opgelegd, wanneer er overtreding zou gepleegd zijn wegens effecten waarvan het bedrag niet 2,000 frank overschrijdt. Voor al de overige zal er, integendeel, verzachting zijn van de straf.

Het moge aangemerkt worden dat er in het tweede lid van bovengemeld artikel 42 sprake is van « elken wisselagent of makelaar » die zijne tusschenkomst verleende voor handelingen rakende die effecten, terwijl het ontwerp spreekt van « al wie » aldus gehandeld heeft. Deze woorden : « al wie » hebben eene ruimere beteekenis; zij moeten niettemin in denzelfden geest worden verklaard.

Het komt onbetwistbaar voor dat, om eene gegronde reden van regelmatigheid in de wetgeving, het 2^{de} lid van artikel 42 der wet van 25 Maart 1891 zou dienen gewijzigd te worden door de woorden : « elke wisselagent of makelaar » te vervangen door de woorden « al wie ». Het is onmogelijk te straffen « al wie » zijne tusschenkomst verleend heeft voor handelingen

van niet verzegelde effecten, wanneer het geldt effecten die in het buitenland betaalbaar zijn, en alleen te straffen « elken wisselagent of makelaar » die op dezelfde wijze te werk ging, wanneer het betreft effecten waarvoor een « twintigste der vermelde som » moet worden betaald, omdat er geen sprake is van handelseffecten betaalbaar in het buitenland.

Dat de Middenafdeeling zich niet bedriegt, blijkt uit het antwoord van den heer Minister van Financiën op eene harer vragen, luidende als volgt :

VRAAG.

« Welke zijn de juiste beteekenis en de juridische bedoeling van de woorden : « al wie aan verhandelingen betreffende gemelde effecten zijne medewerking verleent », voorkomende in het tweede lid van artikel 2 van het ontwerp? »

ANTWOORD.

« Wanneer de tekst spreekt van al wie zijne medewerking verleent aan verhandelingen, bedoelt de tekst het geval, waarin tusschenpersonen op *eenigerlei* wijze zouden deelnemen aan het in omloop brengen van het effect. Met het oog op de overeenstemming in de wetsbepalingen, is die tekst ontleend aan artikel 42 van het Zegelwetboek, luidende als volgt :

« De boete over het twintigste gedeelte der uitgedrukte som is verbeurd, persoonlijk en zonder verhaal, door al degenen die, ten eenigen titel, het handteeken hebben gesteld op verhandelbare effecten, orderbriefjes, wisselbrieven of mandaten op order, zelfs uit den vreemde komende, wanneer zij het voorgeschreven zegel niet dragen of niet voor zegel gevisceerd zijn.

» Verbeurt dezelfde boete, alle wisselagent of makelaar die zijne tusschenkomst verleende voor negociatiën rakende die effecten. »

Artikel 74 der wet van 25 Maart 1891 luidt : « Overtreders van de bepalingen van dit wetboek zijn *hoofdelijk* aansprakelijk wegens betaling der *ontdoken rechten*, *behoudens het verhaal, als het pas geeft*. »

Nu, in het eerste artikel van het ontwerp—evenals in het artikel 42 der wet van 25 Maart 1891 — is er sprake, niet van « ontdoken rechten », maar van eene « boete »; het bepaalt dat deze « persoonlijk » verschuldigd is door al de overtreders, en wel « zonder verhaal ».

De Middenafdeeling werd er alzoo toe gebracht, de volgende vraag te richten tot den heer Minister van Financiën :

VRAAG.

« Welke zijn de juiste beteekenis en de juridische bedoeling van de woorden « zonder verhaal » voorkomende in artikel 1 van het ontwerp? »

ANTWOORD.

« Aan de woorden « zonder verhaal » is deze beteekenis gehecht, dat elke overtreder, persoonlijk moet instaan voor de boete waarin hij vervalt. Zal

bijgevolg nietig zijn, de overeenkomst krachtens welke eene bankinstelling haar verhaal tegen den persoon, die haar effecten ter disconteerling aanbiedt, zou hebben wegens de boeten waarmede deze effecten mochten belast zijn. (Verbrekingshof België, 12 Januari 1882, *Pasic.* 1882, I, 27.) »

Uit dit antwoord blijkt dus dat gezegde boete, evenals elke andere, ten persoonlijke laste valt van elken overtreder en dat een dergenen, die in de boete verviel, geen verhaal zal hebben, om zich deze te doen teruggeven, tegen een ander van diegenen welke eveneens in eene boete mocht vervallen zijn, en nog minder tegen elken derden persoon die niet persoonlijk de overtreding mocht gepleegd hebben en ook in eene boete mocht vervallen zijn.

De woorden « zonder verhaal » beteekenen dus niet, dat men niet in beroep zal mogen komen van de beslissing van den rechter die ze in eersten aanleg uitsprak. Dat spreekt vanzelf.

Zij beteekenen evenmin dat, op dit bijzonder gebied, het vergelijk, hetwelk de Minister van Financiën in 't algemeen sluiten kan wanneer het geldt overtredingen van fiskale wetten, niet meer mogelijk zijn zal krachtens deze wet.

Men kan er bijvoegen dat zij geen practisch nut schijnen op te leveren, daar de boeten, in strafzaken ten laste van den overtreder gelegd, niet kunnen teruggeëischt worden van een derde, zelfs wanneer tusschen hen eene strijdige overeenkomst met dat doel werd gesloten. Dat is, inderdaad, het gemeene recht : elke overeenkomst van dien aard zou ongetwijfeld, indien zij aanleiding mocht geven tot een rechtsgeding, door den bevoegden rechter nietig en als ongedaan worden verklaard, daar zij strijdig is met de openbare orde.

Betreffende de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, dient ten slotte te worden aangemerkt, dat daarin uitsluitend sprake is van de « *handels-effecten* », of liever, van de *handelseffecten* die in het buitenland betaalbaar zijn » en, als zoodanig, aan het « zegelrecht zijn onderhevig » — een voortaan vast zegelrecht dat vroeger, onder het beheer der wet van 25 Maart 1891, evenredig was.

Nu, het is in artikel 12, n^o 2, van deze wet dat zij als zoodanig zijn bedoeld. Het vermeldt wat onderhevig is aan het evenredig zegelrecht en luidt aldus : « Orderbriefjes, wisselbrieven en ordermandaten, wisselbrieven bij tweede, derde of vierde getrokken, keerwissels en alle verhandelbare of handels-effecten. »

Het woord « handelseffecten », voorkomend in de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, heeft geen andere beteekenis.

Onder die omstandigheden vroeg de Middenafdeeling zich af, of het niet beter ware, de wet van 25 Maart 1891 rechtstreeks te herzien, met andere woorden, teksten te bepalen die in gezegde wet zelf zouden opgenomen worden na behoorlijke ordening? Zij gelooft van ja. Zulks kan, overigens, later geschieden — wanneer de extraparlamentaire commissie, belast met het voorbereiden van eene herziening der wetten op de registratie-, zegel-, hypotheek- en successierechten, haar werk zal voltooid hebben en het ontwerp in de Kamer zal overgelegd zijn.

Eene laatste vraag dient te' worden gesteld : Welke straf zal, na het in werking treden van de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, worden toegepast op de overtredingen begaan vóór dit in werking treden ?

Volgens het gemeene recht, zal men onderscheidenlijk de wet van 25 Maart 1891 of de nieuwe wet moeten toepassen naargelang het geldt effecten van minder of effecten van meer dan 2,000 frank. Immers, volgens de algemeene beginselen van het strafrecht kan eene nieuwe wet den toestand van den overtreder niet bezwaren bij terugwerkende kracht, terwijl die overtreder bevoordeeld wordt door elke nieuwe wet welke zijnen toestand verbetert. Overigens, artikel 2, boek I, van het Strafwetboek bepaald uitdrukkelijk : « Geen misdrijf mag gestraft worden met straffen, welke » vóór het plegen door de wet niet waren bepaald.

» Indien de straf, tijdens het vonnis vastgesteld, verschillend is van die, » welke tijdens het misdrijf was bepaald, zal de mindere straf worden toe- » gepast. »

V.

Wat betreft de eigenlijke Begrooting van 's Lands Middelen, de ge-
raamde ontvangst voor 1912 bedraagt fr. 703,882,594
De Begrooting van 1911 bedroeg. 658,724,844

De geraamde verhooging van de ontvangsten bedraagt
bijgevolg. fr. 48,157,750

Ziehier de omstandige opgave van die verhooging van 48,157,750 frank
in ontvangsten :

	Verhoogingen	Verminderingen
Art. 1. Grondbelasting. fr.	364,000 »	»
» 2. Personeele belasting	544,000 »	»
» 3. Patentrecht	1,700,000 »	»
» 4. Rechten op de mijnen.	»	210,000 »
» 5. Douanen	2,076,000 »	»
» 6. Accijnzen	1,387,200 »	»
» 7. Verscheidene ontvangsten.	1,201,500 »	»
» 8. Registratie en overschrijving	2,000,000 »	»
» 12. Zegel	500,000 »	»
» 15. Boeten van veroordeelingen in zaken van verschillenden aard, schadeloosstellingen en interessen	50,000 »	»
» 16. Rivieren en vaarten	150,000 »	»
» 20. Spoorweg	25,800,000 »	»
» 21. Telegraaf en telefoon	1,300,000 »	»
» 22. Posterijen	1,078,400 »	»
» 23. Opbrengst van den stoomboot- dienst tusschen Oostende en Dover.	142,000 »	»

» 24. Opbrengst van den overzetsdienst van Antwerpen naar het Vlaamsch Hoofd. . .	20,000 »	»
» 29. Verscheidene en toevallige opbrengsten	50,000 »	»
» 30. Inkomsten der domeinen . .	150,000 »	»
» 36. Opbrengsten der akten van de waterschout-beambten . .	25,000 »	»
» 37. Opbrengsten der loodsgelden. .	522,500 »	»
» 43. Bonificatie van een vierde ten honderd per halfjaar op het overschot der gemiddeld boven 275 millioen frank in omloop zijnde bankbriefjes van de Nationale Bank van België. (Wet van 26 Maart 1900, art. 2, 3 ^e lid) . . .	200,000 »	»
» Art. 46. Interesten en dividenden der aandelen van de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen.	200,000 »	»
» » Aandeel van den Staat in het dividend voor het dienstjaar 1910 toegekend aan de aandeelhouders der Naamlooze Vennootschap der Vaart en Zeevaartinrichtingen van Brussel (<i>voor memorie</i>) . .	»	200,000 »
» 48. Interesten der obligatiën van vennootschappen van zee-rederij	»	450 »
» 49 (nieuw) Vooraflichting op de fondsen van de Kas voor plaatsvervangiug van het Departement van Oorlog .	6,000,000 »	»
» 50. Kosten van ontvang der provincie- en gemeente-opcentiemen	25,000 »	»
» 62. Deel der provinciën en der gemeenten in het betalen der pensioenen van de gemeenteonderwijzers. (Wet van 16 Mei 1876)	282,600 »	»
Fr.	45,568,200 »	410,450 »
VERHOOGINGEN. . Fr.	45,157,750 »	

De *Nota*, die aan het ontwerp van Begrooting voorafgaat, verklaart in 't algemeen en in 't bijzonder de geraamde verhoogingen en verminderingen van ontvangsten, blijkende uit het vergelijken van de Begrooting van 's Lands Middelen voor het vorige dienstjaar en die voor het dienstjaar 1912.

Behalve voor die welke betrekking hebben op de artikelen 7, 20, 21, 27, 30, 49 en 63 der tabel — daarvan wordt hierna gesproken —, is er niets te zeggen van al deze ramingen, tenzij dat zij schijnen zich te moeten verwezenlijken met eene voldoende benadering. Ze zijn, inderdaad, op de gewone wijze vastgesteld: daartoe wordt, over 't algemeen, in aanmerking genomen de opbrengst van het voorgaande dienstjaar en tevens de gemiddelde ontvangst van een zeker aantal voorafgaande dienstjaren.

Zij schijnen vooral gematigd te zijn, zooals het, sedert 1884, het geval was. Om zich daarvan te overtuigen, volstaat het kennis te nemen van de verklaringen die in de *Voorafgaande Nota* voorkomen betreffende de artikelen 8, 12, 16, 22, der tabel.

Wat de verhoogingen van ontvangsten betreft in verband met de artikelen 7, 20, 21, 30, 49 en 63 der tabel, stellen wij achtereenvolgens voor elk harer de volgende bijzonderheden vast.

ART. 7.

De geraamde verhoging bedraagt 1,201,300 fr., waarvan: 1^o, *littera a*, 1,300 frank wegens allerhande ontvangsten en 2^o, *littera b*, 1,200,000 frank in ontvangst te brengen ten bate van den Staat onder het nieuw opschrift: « Opbrengst der betwistbare zaken ».

Deze nieuwe post van 1,200,000 frank komt voort van het zoogenaamde fonds « der betwistbare zaken » van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen. Die som vertegenwoordigt niet het algeheele fonds, noch het overschot van het eenig dienstjaar 1910 of 1911. Het is een gedeelte van den huidige kasvoorraad van dat fonds, die tot stand gebracht werd in den loop van de achtereenvolgende vorige dienstjaren.

Het zoogenaamd fonds der « beschikbare zaken » van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen komt voort van de opeenhooping der gelden geïnd wegens boeten, inbeslagnemingen en verbeurdverklaringen uit hoofde van overtredingen der belastingwetten; — sommen, die tot nu toe, in plaats van gevoegd te worden bij de algemeene ontvangsten der Schatkist, besteed werden aan zaken waarvoor bestaan eene bijzondere regeling en eene bijzondere boekhouding: bijzondere vergelding van de ambtenaren van den fiscus en soms van andere personen die bijdroegen tot het opsporen, het vervolgen en het beteugelen van de overtredingen en smokkelarij; regeling van vervolgingskosten ten laste het bestuur; teruggave wegens wederrechtelijke benaderingen of inbeslagnemingen; toelage aan het fonds voor weduwen en weezen van het Ministerie van Financiën. Na de bepaalde afhoudingen wordt de som, die overblijft van de opbrengst van iedere zaak, toegekend aan het reservefonds, waarvan het

grootste gedeelte jaarlijks dient om, als buitengewone vergelding of als gewone bijwedde, tegemoetkomingen te betalen aan ambtenaren en bedienden van verschillende klassen van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, alsook om hulp gelden te verleenen aan gewezen bedienden of aan verwanten van gewezen bedienden die in een ongelukkigen toestand verkeerden.

Uit dien hoofde is er thans een kapitaal van nagenoeg 1,480,000 frank beschikbaar.

Er dient te worden aangemerkt dat de opbrengsten van de boeten, geïnd wegens overtredingen van de andere fiskale wetten en wegens overtredingen van de gewone strafwetten, elk jaar in ontvangst wordt gebracht op de Begrooting van 's Lands Middelen. Daar is hare gepaste plaats.

Men begrijpt niet waarom tot nu toe anders werd gehandeld met de opbrengst der boeten, inbeslagnemingen en verbeurdverklaringen wegens overtredingen of smokkelarij in zake van rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.

« Dit gebeurde krachtens de wetsbepalingen », zal men inbrengen. Goed! Doch wat vroegere wetsbepalingen tot stand brachten, kan de tekst der huidige Begrootingswet te niet doen.

Theoretisch is die verandering volkomen gewettigd; daarenboven is zij blijkbaar in overeenstemming met de huidige toestanden.

Immers, het ontwerp van Begrooting van Financiën voorziet eene reeks lotsverbeteringen ten bate van de beambten die tot nu toe voordeel trokken uit het fonds waarvan thans eene afhouding wordt voorgesteld. Hun toestand zal dus niet verslecht worden. Anderzijds, zal de bijkomende en toevallige vergelding, welke zij tot nu toe trokken of konden trekken en waarvan het bedrag niet vast was, worden vervangen,— zij wordt zelfs verhoogd,— voor het meereendeel hunner en misschien voor allen, door eene bestendige en vaste verhooging van jaarwedde, wat, volgens hen, veel meer voordeelig zijn zal.

Eindelijk, het nieuwe stelsel schijnt te moeten medebrengen de afschaffing van het stelsel der « premiën » verleend aan de ambtenaren van den fiscus, die overtredingen van de fiskale wetten ontdekken, — premiën welke reeds herhaalde malen werden afgekeurd in de verslagen der Middenafdeelingen, belast met het onderzoek van de Begrooting van Financiën, alsmede in de openbare vergaderingen van de Kamers; premiën, welke maar al te dikwijls worden aangezien als eene onhebbelijke aansporing van den ijver der fiscusambtenaren. Misschien zou men nochtans wijselijk handelen, zoo men dat stelsel der premiën niet ineens en volkomen afschafte, maar begon met eene proefneming, naar de uitslagen waarvan men zou kunnen oordeelen of het behoort min of meer te worden gehandhaafd ofwel of men het zonder bezwaar voorgoed kan doen verdwijnen.

Sommigen, zonder de Regeering af te keuren omdat zij over 1,200,000 fr. beschikt van de thans overblijvende 1,480,000 frank van het fonds der betwistbare zaken van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen

en accijzen, beweren dat die 4,200,000 frank moesten worden vermeld niet in de Begrooting van 's Lands Middelen, maar in de Begrooting van Buitengewone Ontvangsten, en wel onder voorwendsel dat het geen « bestendige » ontvangst geldt.

Zij hebben ongelijk.

Immers, ieder jaar dat er een beschikbaar saldo zal zijn, zal dezelfde inschrijving op de Begrooting van 's Lands Middelen kunnen voorkomen; dienvolgens kan, binnen deze grenzen, die inschrijving als « bestendig » aangezien worden, zooals men vraagt.

Verder is het slecht te begrijpen waarom eene min of meer uitzonderlijke ontvangst, welke echter voortkomt van de gewone toepassing der bestaande en bestendig uitgevoerde belastingwetten, niet evengoed zou kunnen voorkomen op de Begrooting van 's Lands Middelen als de zoogenaamde « uitzonderlijke » uitgaven welke thans ieder jaar voorkomen op de gewone Begrooting van al de ministeriën, sedert de katholieke regeering eene zekere hervorming bracht in de begrootingscomptabiliteit van den Staat.

ART. 20.

De geraamde verhooging van ontvangsten wegens den spoorwegdienst in 1912 bedraagt 25,800,000 frank — in vergelijking met de ontvangsten uitgetrokken op de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1911.

De *Voorafgaande Nota* zegt dat « men, uit hoofde van de vooruitzichten voor het vervoer in 1912 (reizigers en goederen), de vermoedelijke ontvangst van dat dienstjaar kan bepalen op 522,000,000 frank. »

De « *Ontwikkelingen* » van het ontwerp van Begrooting herinneren er aan, dat de ramingen, voor het dienstjaar 1911 aangenomen, slechts 296 miljoen 200,000 frank bedroegen. Het verschil bedraagt wel 25,800,000 frank.

De gezamenlijke ontvangsten (reizigers en goederen) gedurende het dienstjaar 1911 zullen heel zeker 307 miljoen overschrijden. Zij zullen dus de ramingen der Begrooting overschrijden tot een bedrag van meer dan 11 miljoen.

Anderzijds, bedroegen de ramingen der Begrooting voor het voorgaande dienstjaar (1910) 275,250,000 frank. Nu, de gedane ontvangst beloopt 302,085,245 frank en dat is nog maar een voorloopig cijfer. De ramingen der Begrooting voor 1910 werden dus feitelijk overschreden tot een bedrag van 26,835,245 frank.

Alhoewel zij die omstandigheden moest in aanmerking nemen, alsmede het gestadig toenemen van het reizigersverkeer, den huidige goeden gang der nijverheid en allerhande andere omstandigheden die onvermijdelijk invloed zullen uitoefenen op het bedrag van de algeheele ontvangsten van den spoorweg, welk op het einde van het dienstjaar 1912 dient te worden bepaald, heeft de Regeering niettemin de geraamde verhooging van ontvangsten bepaald op een lager cijfer dan dit der gemiddelde toeneming van ontvangsten voor bovengemelde dienstjaren.

In enkele bladen werden sommige onlangs ingevoerde wijzigingen in de tarieven beknibbeld (1).

(1) Ter Kamer ondervraagd over sommige wijzigingen in het tarief voor het vervoer van kolen per spoorweg, welke zullen toegepast worden van 1 Januari 1912 af, antwoordde de Minister van Spoorwegen, ter vergadering van 23 November 1911, als volgt :

» De voorloopige buitengewone tarieven 6 en 31 werden vroeger ingevoerd om eene scherpe crisis in de mijnnijverheid te verhelpen. Deze vervoerprijs was veel lager dan de vervoerprijs van andere voortbrengselen van dezelfde en zelfs van mindere waarde. Sedertdien is de prijs der kolen nagenoeg verdubbeld, en zóó worden de kosten van exploitatie veel zwaarder.

» Om de voorschriften na te leven van de wet van 1854 die de kosten van exploitatie en onderhoud van de banen, alsook de delging en den interest van het kapitaal ten laste legt van den spoorweg, bevindt deze zich in de noodzakelijkheid alle opofferingen te staken wanneer zij niet meer noodig zijn. Het is dus zeer natuurlijk dat het beheer eerst de voorloopige buitengewone tarieven 6 en 31 afschaft, daar de oorzaken, die deze voordeelige tarieven wettigden, niet meer bestaan.

» De mededinging van den vreemde geniet geene voordeeligere tarieven.

» De Duitsche kolen, die te water naar onze havens worden gezonden, betalen in België op den spoorweg den normalen prijs, zonder vermindering, van de 4^e klasse van het binnenlandsch tarief.

» De Duitsche kolen, die te land over de grens in België komen, betalen den vollen prijs van de 4^e klasse van het binnenlandsch tarief voor een afstand van 50 kilometer.

» Wanneer de reis in België 50 kilometer overtreft, genieten zij het zoogenaamd tarief van 1867, dat op de gewone prijzen der 4^e klasse eene vermindering oplevert van een centiem per ton-kilometer boven 50 en beneden 100 kilometer, en eene vaste vermeerdering van 50 centiemen per ton boven 100 kilometer. Maar de Duitsehe spoorwegen verleenen van hunnen kant aan de Belgische kolen, voor allen afstand, eene vaste vermindering van 35 centiemen per ton, derwijze dat de vermindering voor de Belgische kolen in Duitschland feitelijk grooter is dan die welke wij verleenen aan de Duitsche kolen die per spoor in België komen.

» Er bestaat bij het afzenden uit Duitschland een tarief per 45 ton naar het bekken van Luik en een tarief per abonnementen (gansche treinen) naar Antwerpen en de statien der lijn Hamont-Antwerpen. Bedoelde tarieven werden ons achtergelaten door de spoorwegen Luik-Maastricht en Grand Central Belge. Na de overneming van die spoorwegen heeft het Belgisch spoorwegbestuur een grondig onderzoek ingesteld, om die tarieven mogelijk af te schaffen; het moest besluiten tot de handhaving van het eerste tarief, omdat het voor 't bekken van Luik een bijzonder soort kolen betreft, onontbeerlijk voor de nijverheidstakken dier streek, alsmede van het tweede, omdat de afschaffing hierop ware neergekomen dat die kolen over water zouden vervoerd worden, zonder voordeel voor de Belgische kolenmijnen, terwijl het vervoer thans over onze spoorwegen geschiedt.

» De Engelsche kolen, die in onze havens aankomen, worden, wat betreft hunne herverzending met het spoor naar het binnenland, juist behandeld als de Belgische steenkolen die naar het binnenland worden verzonden.

» De Fransche kolen volgen ook het tarief gezegd van 1867; doch daar zij niet verder dan 50 kilometer in België dringen, betalen zij feitelijk de gewone prijzen der 4^e klasse van ons binnenlandsch tarief.

» Op dezen regel bestaat slechts uitzondering voor de bijzondere kolen en de cokes die de bekkens van het Noorderdepartement en van Pas-de-Calais naar zekere bestemmingen sturen in het midden van onze kolenstreken, waar sommige nijverheidstakken (glasblazerijen, metaalfabrieken, hoogovens, enz.) geene goede brandstof genoeg vinden. Onder die

Over 't algemeen echter heeft men vergeten te zeggen dat, vooral ter bestrijding van de duurte der levensmiddelen door een gemakkelijkeren aanvoer van veevoeder, meststoffen, enz. bij de boeren, eene reeks tariefverlagingen werden toegestaan of zeer eerlang toegestaan worden. Dat 'is eene jammerlijke vergetenheid welke dient te worden hersteld !

ART. 21.

De geraamde verhooging bedraagt 1,300,000 frank. De Voorafgaande Nota zegt niet of de hier uitgetrokken ontvangst voor den telefoondienst berekend is naar de thans bestaande tarieven of naar de nieuwe waarvan de Minister, eenige maanden geleden, ter Kamer heeft gesproken.

ART. 27.

Het opschrift van dit artikel luidt : « Aanhoorigheden der spoorwegen ». Het bedoelt het gezamenlijk bedrag van de *verschillende opbrengsten*, vermeld in kolom n° 4 der tabel V op bladzijde 100 der Bijlage A van het verslag der spoorwegen over het dienstjaar 1910, vermeerderd met de opbrengst der verkooping van onroerende goederen, welke, in bedoeld verslag, elders in rekening gebracht wordt.

Daar de gemiddelde opbrengst van die « *aanhoorigheden* » van allerlei aard 892,481 frank bedroeg voor de laatste vijf jaren, kan het niet overdreven geacht worden, de ontvangsten voor 1912 te ramen op 750,000 frank, zooals werd gedaan voor 1911. Overigens, deze post moet ieder jaar verschillen, daar de verkochte onroerende goederen van jaar tot jaar veel moeten verschillen.

Eene opmerking terloops. Dikwijls werd de vraag geopperd, of het niet mogelijk ware, bedoelde inkomsten te verhoogen door het aanleggen van meer winstgevende gewassen dan die welke men thans over 't algemeen kan waarnemen langs de glooiingen en op de perceelen grond die, op het platte land, vrij liggen langs den spoorweg waartoe zij behooren. In de « Ontwikkelingen » van artikel 27 der Begrooting van 's Lands Middelen staat immers te lezen dat de verkoop van boomen, gewassen, gras, enz., gedurende de

bestemmingen dienen vermeld Bouffoulx, Charleroi, Lodelinsart, Châtelineau, Couillet, Courcelles, Dampremy, Haine-St-Pierre, Marchienne-au-Pont, Hamandes, Jemappes, Jumet-Brûlotte, Jumet-la-Coupe, La Louvière, La Croyère, enz.

» De Belgische kolen, naar het buitenland verzonden, genieten op de gewone prijzen van de 4^e klasse van ons binnenlandsch tarief eene gemiddelde vermindering van fr. 1.10 per ton voor de verzendingen van 10 ton en van 2 frank per ton voor de verzendingen van 60 ton wanneer zij over Belgische havens en over Terneuzen worden uitgevoerd.

» Bij den uitvoer over landgrenzen, staat men hun een minimum van het tarief van 1867 toe voor de verzendingen van 10 ton. De prijs per 10 ton wordt met fr. 0.50 tot 1 frank verminderd per ton. Naar gelang de betrekkingen voor de verzendingen van 60 ton en voor de verzendingen van 100 ton over Vireux, Givet, Lamorteau, Athus, Sterpenich en Gouvy worden de normale prijzen van de 4^e klasse van ons binnenlandsch tarief met fr. 1.50 verminderd. »

laatste dienstjaren slechts heeft opgebracht : 23,317 frank in 1906, 20,718 frank in 1907, 59,277 frank in 1908, 34,089 frank in 1909 ; — dat schijnt vrij weinig, gezien de lengte onzer spoorwegen.

In elk geval mag men vragen of men de glooiingen en de vrije perceelen grond van den spoorweg niet nuttiger zou maken voor de inwoners die in de nabijheid gevestigd zijn, bij voorbeeld door er meer honigplanten te kweken. De bijenteelt zou hierdoor goed bevorderd worden.

ART. 50.

De opbrengst van de inkomsten der domeinen is sedert enkele jaren sterk toegenomen. Daartoe behooren, onder andere, de huur der huizen, door den Staat aangekocht tot het aanleggen van den Kunstberg te Brussel, alsmede de huur der goederen gelegen in den omtrek van Antwerpen en onteigend krachtens de wetten van 10 Mei 1910 en van 30 Maart 1906.

Die inkomsten zijn achtereenvolgens gestegen van 1,289,675 frank in 1906 tot 1,549,539 frank in 1907, tot 1,522,399 frank in 1908, tot 1,533,136 frank in 1909 en tot 1,807,912 frank in 1910. De ramingen voor het dienstjaar 1911 bedroegen 1,800,000 frank. Het aanhangig ontwerp van Begrooting raamt die op 1,950,000 frank. De verhooging zou bijgevolg 150,000 frank bedragen.

ART. 49.

Artikel 49 luidt aldus : « Voorafflichting op de gelden van de Kas voor plaatsvervangende van het Departement van Oorlog, 6,000,000 frank. »

Dit artikel wordt in de *Voorafgaande Nota* verklaard als volgt :

« Het ontwerp van Begrooting van Oorlog voor het dienstjaar 1912 behelst een gezamenlijk bedrag van uitzonderlijke kredieten van 9 miljoen 820,000 frank, waaronder de bijzonderste zijn :

» Art. 57. — Verbetering der kazerneering	fr. 3,000,000.
» Art. 38. — Bewapening der veldartillerie	» 2,000,000.
» Art. 46. — Bewapening der nieuwe verdedigingswerken, — andere dan deze der Schelde, — in opbouw in de verdedigingsstelling Antwerpen	» 3,000,000.

» Deze uitgaven zijn dringend noodig. Liever dan ze in te deelen over verschillende dienstjaren naar gelang van de overschotten op den gewone dienst of andere uitzonderlijke uitgaven, op de verschillende begrotingen uitgetrokken, uit te stellen voor verscheidene jaren, is de Regeering vanzins, in 1912 de werken en leveringen voor 's lands verdediging spoedig te doen verrichten door middel van eene som afgenomen van den kasvoorraad der Kas voor plaatsvervangende. »

Het beginsel van soortgelijke afnemings werd reeds grondig en in alle opzichten behandeld naar aanleiding van eene vroegere Begrooting van 's Lands Middelen, namelijk die voor het dienstjaar 1909, waarin voorkwam een artikel zooals artikel 49 van het ontwerp van Begrooting voor 1912.

Het werd toen door beide Kamers goedgekeurd. Men begrijpt niet waarom zij thans eene andere beslissing zouden nemen en slecht heeten wat zij vroeger goed en redelijk achten. Wat daarna gebeurde, doet integendeel denken dat de wettigheid, in beginsel, van soortgelijke afneming thans nog minder ernstig kan betwist worden dan wanneer het behandeld werd in de Kamers.

Nu dienen nog te worden onderzocht de quaestie van bedrag en de quaestie van gepastheid.

De af te nemen 6,000,000 frank komen nagenoeg overeen met de som die in 1909 werden afgenomen. 't Is zelfs iets minder, vermits zij 6,892,000 frank bedroeg in 1909.

Anderzijds, zijn de voorwaarden en omstandigheden dier afneming van zulken aard, dat het wijselijk handelen blijkt. Immers, het Ministerie van Oorlog, dat op zijne Begrooting voor 1911 reeds 5,594,570 frank uitzonderlijke uitgaven had uitgetrokken, schrijft in zijne Begrooting voor 1912 een gezamenlijk bedrag in van 9,820,000 frank nieuwe uitzonderlijke uitgaven, of 4,225,860 frank meer.

't Is klaar dat het, niet volstrekt verplicht zijnde al die uitzonderlijke uitgaven te doen, hoe nuttig zij ook wezen, die zou kunnen uitstellen, ze verdeelen over verscheidene dienstjaren en slechts 3,820,000 frank daarvan uit trekken op de Begrooting voor 1912 (dus 9,820,000 — 6,000,000).

Ten einde het overschot van die 9,820,000 frank uitzonderlijke uitgaven ten spoedigste te verwezenlijken, verkiest het de gelden te benuttigen, die beschikbaar zijn in de kas voor plaatsvervangings. Zoodoende, maakt het gebruik van zijn recht en zorgt het goed voor 's lands belangen : het verdient dus enkel onze goedkeuring.

Om deze handelwijze af te keuren, beroepen sommigen zich op hetgeen zoogezegd in dien aard gebeurde in 1893, toen men eene som van vijf miljoen, afgenomen van dezelfde kas voor plaatsvervangings, op de Buitengewone Begrooting bracht.

Hierop volstaat het te antwoorden dat beide gevallen niet te vergelijken zijn, ten minste niet uit het standpunt waarvan men wil uitgaan. Immers, in 1893 begrepen de gewone begrootingen — die van oorlog zoowel als de overige — nog den last niet der uitzonderlijke uitgaven : deze werden slechts later elk jaar daarin opgenomen. De uitgaven, welke, indien de nieuwe regelen van de begrootingscomptabiliteit van den Staat toen reeds werden aangenomen en toegepast, in 1893 op de gewone Begrooting van Oorlog zouden uitgetrokken geweest zijn onder het opschrift : « Uitzonderlijke uitgaven » en welke juist gedeeltelijk gedekt moesten worden door middel van de som van vijf miljoen af te nemen van de kas voor plaatsvervangings, konden niet, voorkomen in de Buitengewone Begrooting, vermits bedoelde regelen nog niet waren aangenomen. Derhalve moeten op dezelfde Buitengewone Begrooting (hoofdstuk der ontvangsten) ook voorkomen de daarmede in verband zijnde afneming.

De toestand is thans gansch verschillend.

Art. 65.

Dit artikel luidt als volgt : « Door China te doene storting ter aflossing van het vergoedingsaandeel toegekend aan de Belgische maatschappijen en burgers, ten gevolge van de onlusten van 1900 ».

In de afdeeling werd gevraagd of « er in de huidige omstandigheden waarborgen bestaan voor de storting waarop wordt gerekend. »

Het spreekt vanzelf dat de betaling van de door China verschuldigde jaarsom *in beginsel* is gewaarborgd voor 1912 evenals voor de vroegere dienstjaren. *Feitelijk* doorworstelt het Chineesche keizerrijk een tijdperk van binnenlandsche crisis die uiterst gewichtig is. Het schijnt echter niet dat de Chineesche burgers, die ijveren om in China een nieuwen staat van zaken tot stand te brengen, geneigd zijn, meer dan de huidige keizerlijke regeering, om zich te onttrekken aan de internationale verplichtingen van financieelen aard welke op hun land drukken. Zij hebben integendeel, volgens de bladen, luidop en herhaalde malen hun stellig inzicht verkondigd, die verplichtingen zorgvuldig na te leven. Men mag dus verhoplen dat de voor het dienstjaar 1912 verwachte storting, uitgetrokken bij artikel 65 der Begrooting van 's Lands Middelen, wezenlijk zal geschieden.

VI. — ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

In eene afdeeling bracht een lid eene zaak te berde, die thans vooral de aandacht wekt, door te vragen « de afschaffing van de invoerrechten welke zouden geheven worden op voedingsmiddelen, alsmede den vrijen invoer van vervroren vleesch uit Argentina. »

Beide zijden van dit vraagstuk, waarbij gansch de quaestie van « de levensduurte » te berde wordt gebracht, zullen ongetwijfeld naar behooren onderzocht worden door de verschillende redenaars die elkander zullen opvolgen bij de behandeling van de vragen om uitlegging, welke reeds op de dagorde der Kamer voorkomen en juist die zaak betreffen. Het schijnt dus verkieslijker, de behandeling van die vragen om uitleggingen af te wachten om daarover alles te zeggen wat noodig is.

*
* *

In een andere afdeeling werd door een ander lid gansch ons huidig belastingstelsel beknibbeld.

De verslagen over de Begrooting van 's Lands Middelen der vorige dienstjaren stellen reeds vast, dat men inderdaad in sommige opzichten al onze belastinggrondslagen kan beknibbelen, zooals men overigens elk ander stelsel van belasting zou kunnen beknibbelen ; immers, geen enkel stelsel is noch kan in alle opzichten volmaakt zijn. Zij stellen anderzijds ook vast, dat niets moeilijker is dan het aanwijzen en het behoorlijk, voorgoed tot stand brengen van een volledig nieuw stelsel, hetwelk, in het opzicht van de rechtvaardigheid, zeker zou beter zijn dan ons huidig stelsel en ten minste even

goed ware voor de opbrengst. Hier dient te worden herhaald dat « afbreken gemakkelijk is, maar maken moeilijk » ; tevens dient men niet te vergeten dat men, in de oppositie, dikwijls liever let op de bezwaren en de ongerijmdheden der wetten, vooral der belastingwetten, dan op hare voordeelen.

Stellen wij, anderzijds, vast dat in 1900, tijdens het Congres voor Staatshuishoudkunde, te Parijs gehouden naar aanleiding van de Wereldtentoonstelling — de zaken konden sedert niet merkkelijk veranderen, wat aangaat de rangschikking van België —, de volgende tabel werd opgemaakt tot vergelijkende aanwijzing van den toestand der bijzonderste landen met het oog op de belasting. (Verslag van den heer Raphaël Levy.)

BEDRAG t. h. door elk hiernaast vermeld land gevraagd	Frankrijk	Spanje	Duitsland (Prusen)	België	Engeland	Zwitserland	Rusland	Italië.	Vereenigde Staten
	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.
Aan de rechtstreeksche belasting.	38	41	5½	25	36	3	12	44	8
Aan de onrechtstreeksche belasting.	49	55	23½	23	48	49	47	41	72
Aan de toll en inkomsten.	13	04	71	52	16	48	41	15	20
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Laat men ter zijde de toll en inkomsten, die geen belastingen zijn, en neemt men enkel in aanmerking de verhouding tusschen de rechtstreeksche en de onrechtstreeksche belastingen, dan komt men tot de volgende cijfers :

	Frankrijk	Spanje	Duitsland (Prusen)	België	Engeland	Zwitserland	Rusland	Italië.	Vereenigde Staten
	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.
Rechtstreeksche belastingen.	43	44	20	52	43	6	20	51	10
Onrechtstreeksche belastingen.	57	56	80	48	57	94	80	49	90
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Wat er ook van zij, niets belet naar meer volmaaktheid te zoeken in de heffing en inning van onze belastingen, en daartoe ijveren steeds de Regeering en de wetgeving, zoowel voor de onrechtstreeksche als voor de rechtstreeksche belastingen.

Betreffende de onrechtstreeksche belastingen, kan de Middenafdeeling zich slechts verheugen over de verklaring, onlangs in de Kamer afgelegd door het hoofd des kabinets en naar luid waarvan hij de Kamer aanzoekt, nog gedurende dit zittingsjaar aan de beurt te laten komen het zoolang verwaarloosde wetsontwerp, houdende vermindering van registratie en overschrijvingsrechten ten voordeele van geringe erven (wetsontwerp, door de Regeering ingediend op 12 Februari 1903 (n^o 89) en waarover verslag werd uitgebracht op 25 Februari 1904 (n^o 75).

De Kamer zal, naar wensch van de Middenafdeeling, het zich tot plicht rekenen, het aanzoek van de Regeering in te willigen. Aldus zal zij aan eene talrijke klasse van nederige burgers uit den middenstand in steden en dorpen, nogmaals eenen aanzienlijken dienst bewijzen.

*
* *
*

Andere wetsontwerpen, even nuttig voor dit zoo belangwekkend en hulpbehoevend gedeelte der bevolking, zijn ook — en sommige sedert tal van jaren — aan de beoordeeling der Kamer onderworpen, als daar zijn : het wetsontwerp houdende wijziging van de wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheken, van de wet van 18 April 1851 op de faillissementen, bankbreuken en uitstel van betaling, waarover verslag sedert 8 Mei 1908 (n^o 193), en dan nog het wetsontwerp houdende wijziging der artikelen 2271 en 2272 van het Burgerlijk Wetboek waarover verslag sedert 15 Maart 1907 (n^o 107).

Er behoeft weinig tijd om ze te behandelen en tot wet te maken. De Middenafdeeling wenscht dan ook dat de Kamer onverwijld zou overgaan tot het onderzoek dier ontwerpen — wellicht bij de behandeling van de Begrooting van den minister dien ze aangaan.

Het wetsvoorstel, ingediend op 9 Maart 1910 (n^o 111) betreffende de betaling van rekeningen van winkeliers en ambachtslieden en thans nog onderworpen aan het onderzoek der Bijzondere Commissie waartoe het werd verwezen, zou ook spoedig kunnen behandeld worden.

*
* *
*

Over de fiskale grieven van den middenstand kan men overigens eene gansche lijst eischen opstellen.

De meeste eischen schijnen op het eerste gezicht te kunnen worden ingewilligd ; ze zijn, in elk geval, van zulken aard dat zij de ernstigste aandacht der Regeering verdienen.

Onder die eischen kan men vermelden, als wenschen van verschillende congressen of geuit in bijzondere schriften, de volgende die althans dienen te worden onderzocht :

- 1^o Dagvaarding bij aangeteekenden brief, althans voor geringe zaken ;
- 2^o Herziening van artikel 26 der wet van 25 Maart 1891 ;
- 3^o Volledige vrijstelling van elk evenredig registratierecht op de expeditiën der vonnissen ;

4^o Volledige vrijstelling van het titelrecht van de overeenkomst, wanneer het vonnis, dat tot betaling veroordeelt, eene slechts geringe som betreft;

5^o Althans, vermindering van zekere registratierechten op betwiste overeenkomsten, namelijk het recht van 2.70 t. h.;

6^o Vrijstelling van rolrecht in de handelsgedingen over een gering bedrag, of althans merkelijke vermindering van dit recht voor geringe handelsgedingen, met het stelsel der verhouding;

7^o Vermindering der rechten op de expeditiën (griffiekosten);

8^o Vrijstelling van alle griffierecht in geringe gedingen;

9^o Vrijstelling van de rechten geheven op rechterlijke beslissingen, die geen eindvonnis uitmaken, of, althans terugbetaling der geïnde rechten ingeval, na verzet of hooger beroep, de partij, die voorloopig het pleit gewonnen had en diensgevolge soms hooge rechten in de Schatkist had betaald, voorgoed wordt ontzegd van de voordeelen welke zij uit de eerste rechterlijke beslissing trok;

10^o Afschaffing van zekere niet te rechtvaardigen vrijstellingen van patentrecht;

11^o Ophouden van willekeur, tegenstrijdigheid en verouderd onderscheid, welke de huidige wetgeving op het patentrecht kenmerken;

12^o Aanslag der groote winkels in verhouding tot hunnen omzet.

* * *

In eene afdeeling werd ook gevraagd of het patentrecht der naamlooze vennootschappen niet kon worden berekend op de uitgekeerde winst en niet meer op de bruto-winst.

De Middenafdeeling, alhoewel zij vaststelde dat de bewoordingen dezer vraag eene feitelijke dwaling bevatten, maakte ze over aan den heer Minister van Financiën, die erop antwoordde als volgt :

ANTWOORD.

« Onder het huidige stelsel wordt het patentrecht der vennootschappen op aandeelen niet berekend op de bruto-winst, maar wel op de netto-winst van elk maatschappelijk jaar (interesten van aandeelen, dividenden, reservefonds, enz.)

» Ik ben wel te vinden om te onderzoeken of de belasting niet kan worden geheven op de uitgekeerde winst; doch het vraagstuk is niet vrij van moeilijkheden, en ik zet de studie erover voort. »

De Middenafdeeling insgelijks acht de kwestie zeer kiesch. Naar hare meening, valt er te vreezen dat, zoo niet eenige onontbeerlijke voorzorgen worden genomen, een gedeelte van de te belasten winst zou komen te verdwijnen in allerhande ingewikkelde combinatiën. Op het eerste gezicht schijnt in ieder geval : 1^o dat de woorden « uitgekeerde winst » met de meeste zorg dienden te worden nader bepaald; 2^o dat de opbrengst der belasting zou kunnen verminderen en dat dus de procent zou moeten worden verhoogd, zelfs nog al merkkelijk.

* * *

Andere vraagstukken werden in de afdeelingen te berde gebracht.

Een lid vroeg een invoerrecht op de hop en verzocht de Middenafdeeling de aandacht der Regeering op deze quæstie te vestigen. De Middenafdeeling doet zulks, om gansch hare plicht te vervullen, doch gansch natuurlijk, zonder over de zaak te beslissen.

Het heeft overigens zijn belang in herinnering te brengen dat de quæstie van bescherming der inlandsche hop, met het oog op den strijd tegen de vreemde op de Belgische markt, niet meer nieuw is. Verschillende wetsvoorstellen werden daartoe ingediend; ze zijn onderworpen aan het onderzoek van Commissiën of Middenafdeelingen, te weten : een eerste voorstel ingediend op 22 Mei 1903 (n^o 146) waarover verslag op 2 December 1903 (n^o 25); een voorstel ingediend op 23 Maart 1905 (n^o 125), waarover verslag op 29 Maart 1906 (n^o 131); een voorstel ingediend op 26 Juli 1907 (n^o 220), thans in de Middenafdeeling.

Over dit laatste werd nog geen verslag uitgebracht; de twee vorige, waarover verslag werd gedaan, werden verworpen, het eerste door 4 afdeelingen op 6, het tweede door de Middenafdeeling met algemeene stemmen van de aanwezige leden.

Andere middelen dan een invoerrecht kunnen tot hetzelfde doel leiden. Meer dan eens werden zij aangeduid in openbare beraadslagingen, in de oorkonden der Kamer en in de Kamer ter zitting. In de laatste jaren werden tal van deze middelen overigens met vrucht aangewend.

Men vermeldde, ten eerste, middelen van technischen aard : als daar zijn proefvelden, modeltorens, tentoonstellingen, premiën aan de beste hop op staak, tegemoetkomingen aan hopvereenigingen die zich bezighouden met het invoeren en doen aannemen, door hare leden, van de vorderingen die de ervaring leerde of die den bijval verzekerden van zekere bijzondere merken, enz.

Ook vermeldde men de inrichting van kosteloze onderzoekingen van hop door den Staat.

In de laatste tien jaar stelden de landbouwkundigen van den Staat zich in betrekking met de hopplanters en hielpen ze zeer doelmatig met hunne praktische raadgevingen ter verbetering van de hopteelt.

Tentoonstellingen werden ingericht.

Eene commissie voor de hop werd overigens ingesteld op 28 December 1903 en hare besluiten werden sedertdien, in talrijke middens, aangezien, zooals reeds werd geschreven, als de « keure van de uitbreiding van de hopteelt in België. »

Hebben al deze pogingen aan de verwachting beantwoord?

Ziehier, om daarover te oordeelen, de cijfers van onzen in- en uitvoer van hop sedert 1900 (1) :

(1) Bijzondere handel, volgens de Belgische statistiek.

Jaren.	Invoer.		Uitvoer.	
	Waarde (in frank)	Kilogram.	Waarde (in frank).	Kilogram.
1900 . . .	5,535,507	2,535,535	1,566,439	870,255
1901 . . .	3,720,108	1,750,285	1,454,665	1,024,761
1902 . . .	4,418,355	2,008,424	2,655,751	1,659,852
1903 . . .	10,284,675	2,938,478	4,566,782	1,559,565
1904 . . .	9,851,285	2,189,174	11,598,673	4,584,105
1905 . . .	4,802,455	5,001,522	957,056	1,171,520
1906 . . .	6,159,055	2,465,622	1,802,239	1,441,851
1907 . . .	5,060,198	2,550,090	786,285	982,856
1908 . . .	2,186,445	2,755,054	445,486	656,408
1909 . . .	6,851,421	3,007,555	2,605,484	1,157,766
1910 . . .	8,489,910	2,552,251	2,275,867	1,256,884

De oppervlakte, in België gebruikt voor de hopteelt, bedroeg in 1900 2,202 hectaren, 2,546 in 1904 en 1,913 in 1909, zonder rekening te houden in deze cijfers met beplantingen van minder dan een hectare (en deze schijnen talrijk te zijn). In 1910 waren 2,200 hectaren — daaronder begrepen deze laatste — met hop beplant.

De prijs van de hop, die voor 50 kilo gemiddeld fr. 68.26 bedroeg in 1900, bedroeg 71 frank in 1909, na in 1905 tot fr. 105.84 te zijn gestegen.

*
* *

De quaestie der aan de inlandsche brouwerij te verschaffen gemakkelikheden om haar zoo goed mogelijk de vreemde mededinging te laten bestrijden, staat in nauw verband met de vraagstukken die werden besproken op het *Internationaal Congres van Brouwers*, gehouden te Brussel den 25^{en} Juli 1910.

Dit Congres werd besloten door de aanneming van de volgende wenschen waarop de Middenafdeeling, — zonder ze tot de hare te maken — het nuttig acht, de aandacht van den Minister van Financiën te vestigen :

WENSCHEN GENIT DOOR HET CONGRES :

« 1^o Wij wenschen dat de Bond der Belgische brouwers, in dezen rechtmatigen eisch door geheel de Belgische brouwnijverheid gesteund, alle middelen, waarover hij beschikt, aanwende om zoo spoedig mogelijk van den Minister van financiën te verkrijgen dat de wet van 1885 op het bier gewijzigd worde als volgt in hare bepalingen over den grondslag der belasting :

« Artikel 1, § 2 :

» a) De wettelijke opbrengst per aangegeven kilogram meel wordt bepaald op 27 liter mout met één graad densiteit, bij een temperatuur van 17 1/2 graden Celsius.

» b) Op de wettelijke opbrengst wordt 2.5 liter mout geduld.

2^o Wij vragen dat uit de wet verdwijnen zekere kleinigheden en formaliteiten van een verouderde, hinderende en kleingeestige regeling, die de

vrijheid van den arbeid stremmen en dus ook den vooruitgang, terwijl zij de beampten van den fiscus aanzetten tot misbruik van macht.»

Tot staving van den eisch sub n^o 1, *litteris a* en *b*, laten de brouwers de volgende beschouwingen gelden (1) :

« De wet van 1885 zegt, zooals elke brouwer het, helaas, al te goed weet, dat de wettelijke opbrengst per aangegeven kilogram meel bepaald wordt op 25 liter mout met één graad densiteit bij eene temperatuur van 17° Celsius met eene toegeving van 10 t. h., hetzij 2 1/2 liter.

» De wetgever veronderstelde dus dat het *stoffelijk onmogelijk* was meer dan 27 1/2 liter voort te brengen. Het bewijs daarvan ligt in de redevoeringen ter Kamer gehouden tijdens de beraadslaging over de wet (de achtbare heer Tack bepaalde die opbrengst op 27 liter) en op doorslaande wijze in § 52 van artikel 1 der wet van 1885 die luidt : « De brouwer, die tot grondslag van de berekening van zijne aangifte eene opbrengst van 27 1/2 liter zou nemen, loopt gevaar de toegeving te overschrijden en derhalve de wet te overtreden. »

» Wij beweren dat thans in de brouwerijen, waar men keurmout bewerkt volgens nieuwere werkwijzen en met nieuwere toestellen, men gewoonlijk meer dan 27 1/2 liter voortbrengt.

» Daarin ligt niets verrassends voor wie op de hoogte van den vooruitgang blijft in de keus van gerst met fijn stroo; in de toestellen om gerst te reinigen; in het mouten dat thans uiterst fijnen, drogen en zuiveren mout geeft; in de wijze van brouwen, zooals het voorafgaande roeren en het koken onder drukking; in de verbeteringen aan de klaarkuipen; in het gebruik van den moutfilter die de oude werkwijzen van brouwen gansch heeft gewijzigd.

« Het wetsontwerp Malou van 1872 zegde dat men had vastgesteld, dat men uit een kilogram mout 23,32 liter kon trekken; twaalf jaar nadien, in 1885, wanneer het brouwen nog weinig vordering had gemaakt, ondervindt men dat men er 25 liter kan uithalen.

» Is het dus te verwonderen dat men, na vijf en twintig jaar voortdurenden vooruitgang, tot 27 1/2 liter komt?

» De wet steunt dus niet op stevigen grondslag en de opbeuring van de brouwerij, met het oog op hare nijverheidswaarde en hare economische opbrengst, is gestremd.

« Dat is de bijzonderste reden die de Regeering zou moeten aanzetten de wettelijke moutvoortbrengst op ten minste 27 1/2 liter te bepalen, met eene toegeving van 10 t. h. »

Tot staving van den eisch sub n^o 2^o van hoogergemelde wenschen voeren de brouwers de volgende beschouwingen aan (1) :

« Zekere tegenstrijdigheden in de wet van 1885 zijn oorzaak van tallooze plagerijen die geen naam verdienen.

(1) Zie *Simplification de l'impôt sur la bière*, door FR. VAN DER VEKEN.

(1) *Loco citato*.

» Een woord over artikel 10, § 24. De beambten moeten zich goed op de hoogte stellen van de ligging van al de buizen der brouwerij.

» Daar de belangen van den brouwer niet steeds kunnen vereenigd worden met de eischen van het toezicht, zoo is dit artikel vatbaar voor ijdele betwistingen, daar elke der beide partijen enkel haar eigen belang voor oogen heeft.

« Artikel 13, § 36 bepaalt dat de brouwer zijne kuipen of ketels niet mag uiteennemen, veranderen, vergrooten of verkleinen zonder een voorafgaandelijke verklaring.

» Waarom is dat van toepassing op deze kuipen, wanneer er geen sprake is van de gistkuip die dienst doet als vergaarkuip?

» Het formaat van het model van aangifte, door artikel 17 opgelegd, is weinig practisch. Het zou breeder moeten zijn om meer ruimte te laten aan de kolommen.

» In de kolommen voor de storting en het samenbrengen van den mout diende eene kolom gevoegd voor de aanduiding van den dag om alle vergissing bij het inschrijven van die belangrijke datums te voorkomen.

» Het in voege brengen van de 24 uren telling zou vier kolommen doen verdwijnen en de inschrijvingen duidelijker maken. Zóó is het middaguur noch vóór noch na den middag; om logisch te zijn, ware een kolom noodig voor het middaguur en eene voor middernacht: nuttelooze verwickelingen, zoo men de uren telt van 0 tot 24.

» § 49 bepaalt het oogenblik van het indienen der aangiften bij den ontvanger. Het kantoor der landelijke ontvangers is vaak gesloten op de dagen en uren, door de wet bepaald, zonder dat de brouwer verhaal heeft tegen den ontvanger.

» Volgens artikel 20, § 54, is de brouwer verplicht het meel voor het brouwsel in zakken te plaatsen in de nabijheid der stortkuip of in het aangestoken lokaal ten minste twee uren vóór de storting.

» Welke tegenstrijdigheid! De wet zegt aan den brouwer: « Gij zult de hoeveelheid gestort meel aangeven, gij zult storten wat u beliest, maar gij zult toelaten dat ik de storting naga! » Zoo dit toezicht eene aanwijzing kon zijn voor de accijnsbeambten in 1885, nu is het geheel nutteloos, de grondstoffen en de werkwijzen zijn te verschillend dan dat de accijnsbedienden er de waarde van zouden kunnen inzien. En trouwens waartoe dient het toezicht over eene daad die zoo gemakkelijk te plegen is buiten het weten van de accijnsbedienden: het storten van een zak!

» Het ware ook nuttig, een gedeelte van dit artikel om te keeren, en te zeggen dat de brouwer verplicht is, het te storten meel in een daartoe bestemd lokaal te plaatsen, of met oorlof van het beheer, nabij de ketels, te meer daar § 63 zegt dat deze toelating slechts moet gegeven worden wanneer het lokaal, waar de ketel staat, te eng is.

« Waarom het meel gereed zetten twee uren vóór het uur aangegeven voor het aanvangen der werken?

» Wij zien niet in dat er twee uren vereischt worden om eenige zakken te wegen! Deze verplichting legt den brouwer overbodige kosten van hand-

werk en brandstof op; want zij noodzaakt hem zijne brouwerij vanaf den vorigen dag in werking te stellen om het graan te breken. In andere gevallen doet de brouwer dit verscheidene dagen op voorhand in het nadeel van zijn brouwsel.

» Krachtens §§ 61 en 62 mag de brouwer het meel gereed zetten in een geijkten trechter en mogen de beambten hem deze toelating ontnemen. Ware het hier niet redematiger, den brouwer te verplichten zijn meel in een geijkten trechter klaar te zetten en hem enkel te veroorloven zakken te bezigen?

» Artikel 21, § 69, bepaalt het werk in de stortkuip op tien uren met een uur toemaat.

» Wij kennen geen brouwers die zooveel tijd behoeven voor het werk in de stortkuipen of daarmee gelijk gestelde kuipen. Moesten er nog bestaan, dan ware het niet nutteloos, zoo de wet deze achterblijvers er op wees dat tijd geld is.

» Artikel 22 geeft twee uren tijd voor de storting in de stortkuip met eene toemaat van twee uren die zeer moeilijk te verkrijgen is. Volgens artikel 22, mag men niet opnieuw storten, alvorens het mout, vergaderd voor het koken, ten minste 85° C. warmtegraad bereikt heeft, opdat het toezicht doeltreffend zou blijven en men het eene brouwsel met het andere niet zou verwarren. § 2 van artikel 29 der wet van 1885 zegt wel dat de Minister in dit opzicht zeker gemak mag verleenen, door het brouwen van sommige bieren vereischt, maar wij twijfelen of deze afwijking van de wet ooit werd toegestaan. Anderdeels mag men, krachtens § 2 van artikel 28, twee tijdstippen van vaststelling der storting aangeven op voorwaarde dat er tusschen die twee tijdstippen niet meer dan zes uren verlopen. Ware het dus niet logisch, denzelfden tijd of ten minste drie uren toe te staan voor het storten, in een of meer malen, van een of meer brouwsels (deze benaming is enkel eene zaak van verklaring)? Aldus zou men aanhoudend kunnen werken in de brouwerijen met moutfilters of oude snelwerkende werktuigen.

» Hevig verzet dient aangeteekend tegen de al te groote vrijheid welke artikel 33 laat aan de lagere beambten van het bestuur, die zich niet zouden mogen bezighouden met den aard, de densiteit en den warmtegraad van de stoffen en vochten die zich in de brouwerij bevinden. Dat staat gelijk met die beambten te machtigen zich met het brouwen te bemoeien en de geheimen aan een mededinger mede te deelen.

» Dat is hun toelaten, stalen bier te nemen onder voorwendsel te zien of het mout gevonden vóór de storting voortkomt van het bewuste brouwsel, de densiteit na te gaan, alsmede den warmtegraad, de alcoholgehalte, de al of niet aanwezigheid van gist in het mout, enz., al overbodige vaststellingen.

» Artikel 81 der samengevoegde wetten straft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank de brouwers die gebrouwd hebben zonder voorzien te zijn van een dubbel der aangifte die het brouwen toelaat. Aldus wordt de brouwer vaak gestraft in plaats van den ontvanger.

» Wij vragen dat dit schreeuwend onrecht ophoude en men den ouden tekst der wet van 1885 hervatte, welke den brouwer, die zonder dubbel had gebrouwen, slechts dan strafte wanneer bij in 't geheim had gehandeld.

» Het bestuur moet van die kwade luim van 1900 terugkomen ten gevolge van het geding dat het tegen eerlijke brouwers verloor. Men mag de brouwers niet aan de willekeur der ontvangers overleveren.

» De gevolgen van de artikelen 82 en 84 doen schrikken! Denkt eens, het zal volstaan dat men thuis warm water in de ketels zou houden — water dat, bij voorbeeld, toevallig werd verwarmd en niet bij aflating — of gedrenkte meelstoffen, zooals mout en rauw graan dat vooraf geroeid werd, opdat deze bewerkingen zouden gelijkgesteld worden met brouwen in 't geheim, opdat men ineens zou ten onder gaan en naar de gevangenis gebracht met de duimschroeven aan, zonder vorm van proces, zooals gewone geheime stokers of brouwers.

« De artikelen 83 en 86 straffen op al te strenge wijze de brouwers die betrappt werden op te veel storting, zooverre dat, zoo dit ongeval — want het is gewoonlijk een ongeval en geen bedrog — meermaals bij een zelfden brouwer moest voorkomen, men, door de wet toe te passen, hem zou dwingen zijne handelsboeken over te leggen. »

Wat betreft de gevraagde veranderingen in de wet en de bestuurshandelwijze betreffende de brouwerij, is het des te zekerder dat het Departement van Financiën de mogelijkheid en de gepastheid ervan zal onderzoeken, daar zij onlangs — en dat is eene nuttige aanwijzing over den geest die haar op dat gebied bezielt — in de bestuurshandelwijze, welke de suikernijverheid afkeurde, veranderingen invoerde, geschikt om wezenlijk voldoening te schenken aan deze laatste nijverheid.

Ondergeteekende verslaggever ontving immers, op 26 September 1911, de volgende mededeeling vanwege den Minister van Financiën :

« Den heer Hoijois, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,

» ACHTBARE COLLEGA,

» In het verslag, door u uitgebracht namens de Middenafdeeling over de Begroting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1911, deedt gij uitschijnen dat de verplichting om gewijzigde plans van hunne inrichtingen in te dienen, telkens als er veranderingen worden toegebracht, een erg bezwaar oplevert voor de suikerfabrikanten :

» Ik heb de quaestie doen bestudeeren en heb de nieuwe bepalingen voorgeschreven, waarvan hierbij de tekst.

» Ontvang, Waarde Collega, de verzekering mijner bijzondere hoogachting.

(Ondert.) M. LEVIE.

De in dezen brief bedoelde nieuwe bepalingen waren aldus nader omschreven in den bijgaanden omzendbrief, die tot de betrokken provinciale bestuurders werd gericht :

MIJNHEER DE BESTURDER,

» Krachtens artikel 12, § 1, der wet van 21 Augustus 1903, R. 2710, zijn de suikerfabrikanten gehouden, tot staving van hunne aangifte van bezit

een plan van hunne fabriek over te leggen in drie exemplaren, met aanduiding van de verschillende lokalen en afhankelijkheden, uitgangen, bestemming, alsmede de plaats van alle kuipen, gereedschappen, buizen, pompen, leidningen, enz. Anderdeels, artikel 20 § 1 van dezelfde wet bepaalt, dat de aangiften van veranderingen in de lokalen of in de werktuigen van de suikerfabrieken moeten vergezeld gaan van een gewijzigd plan, zoo het noodig is.

» Deze bepalingen zijn van toepassing op de suikerraffinaderijen krachtens artikel 52 van gemelde wet.

» Met het doel in de mate van het mogelijke te voldoen aan de wenschen daaromtrent uitgedrukt door de suikernijverheid, heb ik besloten dat voortaan de overlegging van gewijzigde plans niet meer zal worden geëischt, dan wanneer het veranderingen geldt in de lokalen der suikerfabrieken of der raffinaderijen; met andere woorden, er dient geen rekening meer gehouden met de wijzigingen die de werktuigen ondergaan.

» Wanneer de noodige wijzigingen niet kunnen worden toegebracht aan het oorspronkelijke plan, zullen de fabrikanten en raffinadeurs gemachtigd zijn dit plan te vervangen door een algemeen plan in drie exemplaren met aanduiding, afzonderlijk voor het gelijkvloers en voor elke der verdiepingen, van de verschillende lokalen en afhankelijkheden der fabriek, alsmede van hunne bestemming en van hunne uitgangen.

» Het spreekt vanzelf dat, bij de oprichting van eene nieuwe fabriek, de aangifte van bezit slechts moet vergezeld gaan van gemeld algemeen plan.

» Ik verzoek u het voorgaande ter kennis te brengen van de suikerfabrikanten en raffinadeurs uwer provincie, alsook van de beambten onder uwe bevelen, die de zaak aangaat.

» *De Minister,*

» (Ondert.) M. LEVIE. »

„ Hier is het de plaats voor eene belangwekkende statistiek, waaruit blijkt dat de brouwnijverheid in België juist niet naar haren ondergang gaat :

In 1850 bestonden er in België slechts 2,894 brouwerijen die 5,544,430 hectoliter bier voortbrachten. In 1900 waren onze brouwerijen ten getale van 3,223 hebbende eene voortbrengst van 14,616,535 hectoliter, dat is gemiddeld 4,535 hectoliter per brouwerij. Eindelijk, in 1910 hadden wij 3,349 brouwerijen die 16,018,580 hectoliter voortbrachten, of 4,783 hectoliter per brouwerij!

* * *

Uit de lezing van de processen-verbaal der afdeelingen blijkt nog dat « een lid voorgesteld heeft de rechten *ad valorem* om te zetten in specifieke rechten », waarop een ander lid antwoorde « dat de Hoogere Raad van Nijverheid en Handel geen voorstander scheen te zijn van deze verandering in de schatting. De rechtvaardigheid schijnt te bestaan in een juiste midden » Eindelijk, voegde een derde lid eraan toe « dat men, bij de omzetting

der rechten *ad valorem* in specifieke rechten, voor elk geval verplicht is te onderhandelen met de Deutsche Regeering ».

Dit vraagstuk betreffende de omzetting der rechten *ad valorem* in specifieke rechten is geene nieuwigheid. Het schijnt nochtans, sedert enkele jaren, meer dan vroeger de bezorgdheid gaande te maken van het Departement van Financiën, van het Parlement en van de belanghebbenden.

Op 9 en 10 December 1909 en op 21 December 1910 gaf dit vraagstuk in de Kamer aanleiding tot eene belangwekkende gedachtenwisseling tusschen den achtbaren heer Ozeray en den achtbaren heer Liebaert, toen Minister van Financiën.

Het is thans niet het oogenblik om het breedvoerig uiteen te zetten, te meer daar dit ongetwijfeld zal worden gedaan, wanneer de Kamer zal overgaan tot de behandeling van het ontwerp van wet, door den Minister van Financiën den 15ⁿ Maart 1910 (n^r 127) ingediend en « houdende wijziging van het toltarief en van het stelsel van heffing der rechten op de goederen, naar de waarde belast ».

Het zal volstaan, hier de zaak in hare hoofdlijnen aan te duiden.

In theoretisch opzicht is de schatting *ad valorem* voorzeker de rechtvaardigste en alleszins de beste, — vermits de belasting wordt gelegd juist naar de waarde. Doch, in practisch opzicht, laat dit stelsel dikwijls veel te wenschen over en niet zelden mist het zijn doel, omdat de te schatten waren inderdaad niet naar hare werkelijke waarde worden geschat : op breede schaal gebeurt de onderschatting ten nadeele vooreerst van de Schatkist en vervolgens ten nadeele van mededingers die, bij het aangeven van hunne soortgelijke koopwaren, geenszins of althans in mindere mate dan de eersten gebruik maken van de onderschatting.

Theoretisch beantwoordt het innen van specifieke rechten minder aan een ideaal van volstreckte rechtvaardigheid, doch practisch, geeft dit stelsel opzichts de betrekkelijke nauwkeurigheid der schatting betere uitslagen dan het innen der rechten *ad valorem* : het recht wordt geïnd volgens het gewicht, volgens de maat, enz., en, dank zij een over het algemeen vernuftig bedacht stelsel van indeeling (waarbij inderdaad de schatting *ad valorem* gepaard gaat met de inning van specifieke rechten) wordt het bedrog minder gemakkelijk.

Ofschoon het Departement van Financiën nooit zijn voorkeur op theoretisch gebied voor de rechten *ad valorem* heeft schuil gehouden, vervangt het toch, hoe langer hoe meer, de rechten *ad valorem* door de specifieke rechten.

Overigens, men moet eraan toevoegen dat in den vreemde, over het algemeen, specifieke rechten worden geïnd.

Maar eene moeilijkheid die zich vroeger voordeed is thans weggeruimd. Inderdaad, de rechten *ad valorem* konden niet dan krachtens eene wet in specifieke rechten worden omgezet. Bij eene wet, die echter slechts dagteekent van 15 Juni 1903, is het voortaan aan de Regeering toegelaten, deze omzetting te doen.

Anderdeels heeft België op dit gebied geen volkomen vrij doen, in dezen

zin ten minste dat uitdrukkelijke overeenkomsten en, waar deze niet uitdrukkelijk zijn, de bepaling van « de meest begunstigde natie », 's lands optreden min of meer kunnen verlammen of hinderen. Alzoo staat het ons, krachtens de met Duitschland gesloten overeenkomst, niet vrij, al de in deze overeenkomst bedoelde waren, naar goeddunken met specifieke rechten te treffen. Voorzeker mag België specifieke rechten stellen in de plaats van de rechten *ad valorem* welke deze koopwaren bij het inkomen treffen; doch dit mag het slechts op twee voorwaarden : 1^o dat het bedrag gelijk weze zonder meer; 2^o dat men zich vooraf met de Deutsche regeering heeft verstaan (mits men de betwiste zaken, waarover men het niet eens geraakt, door middel van een overeengekomen wijze van scheidsgerecht doet slechten).

Eene gemakkelijk uit te voeren zaak — omdat zij enkel van ons afhangt — ware het, te verhelpen den onaangenen en voor de Schatkist nadeeligen toestand die wordt veroorzaakt door de onderschattingen welke de Schatkist niet mag dulden en waarvan de belanghebbenden niet willen afzien. De zaken worden thans geregeld op zulke wijze dat de Schatkist dikwijls niet bekomt wat haar toekomt.

Ten einde dezen toestand — die reeds te lang heeft geduurd — te verhelpen, heeft de Regeering, op 16 Maart 1910, aan het Bureau der Kamer overgemaakt een ontwerp van wet houdende een zeker getal bepalingen welke ten doel hebben, het zeer gebrekkig wapen van het benaderingsrecht (het enkel wapen waarover de Schatkist thans beschikt tegenover de onderschattingen) te vervangen door een stelsel van Gemengde Commissiën voor de schattingen.

Deze bepalingen schijnen uitnemend toe; ze zijn ten eerste practisch. Zij werden door den Raad van Nijverheid en Handel goedgekeurd.

Bijgevolg ziet men niet in, waarom de Kamer ze niet ten spoedigste zou aannemen. Daartoe ware er weinig tijd noodig, want de besprekingen over dit onderwerp kunnen niet lang duren. De Schatkist en de eerlijke aangevers zouden erbij winnen.

Vermits deze bepalingen tot nu toe niet werden afgezonderd van het ontwerp, waaraan ze zijn gehecht en dat sedert anderhalf jaar in de Middenafdeeling blijft, ware het hoogst wenschelijk dat, zoo het ontwerp in zijn geheel eerlang niet kan worden aangenomen of minstens niet in den loop van den tegenwoordigen zittingstijd, bedoelde bepalingen dan van het ontwerp werden afgezonderd en besproken bij de behandeling der Begrooting van Financiën, zoo de Regeering meent dat het te laat is om ze te hechten aan het ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen.

VERZOEKSCHRIFTEN TOT DE MIDDENAFDEELING GERICHT.

Tot de Middenafdeeling werden twee verzoekschriften gericht :

Een, « waarbij gevraagd wordt het uitgeven van een plakzegel voor de legalisatiën — hetgeen een zeker getal personen (inzonderheid de griffiers der gerechtshoven) zou ontlasten van niet zelden aanzienlijk werk ».

Het ander, « waarbij gevraagd wordt dat de huurcontracten mogen worden opgemaakt op ongezegeld papier, mits het stuk van het visa voor zegel wordt voorzien bij het registreeren ». Oogenshijnlijk zou deze invoering voor meest zekere uitwerking hebben, in de meeste gevallen 's Lands Schatkist te berooven van het bedrag der zegels — met andere woorden, in al de gevallen waar niet tot registratie wordt overgegaan.

VII.

Dit Verslag ware niet volledig, zoo het, volgens een gestadig gebruik, geen overzicht gaf van onzen financiële toestand.

Deze toestand blijft schitterend, en wel boven elke verwachting.

Zóó schitterend dat, voor het dienstjaar 1912, de Regeering aan het Land in volle vertrouwen voorstelt, een nieuwen jaarlijkschen last van fr. 39,101,623.84 op zich te nemen. De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van 's Lands Middelen, heeft trouwens niet tot zending, hier dezen nieuwen last te beoordeelen. Enkel behoeft zij vast te stellen dat de Regeering, ondanks dezen nieuwen last, daarom niet vanzins is onderbreking te brengen in de heilzame gewoonte, welke aanving met de aankomst der Katholieke Regeering aan het Bewind, en sedertdien elk jaar, zonder uitzondering, wordt bevestigd door een overschot waarmee elk dienstjaar sluit.

Voor 1912 voorziet de Regeering een overschot van fr. 428,044.28.

Het land weet overigens welke gematigdheid de Regeering jaarlijks aan den dag legt in het ramen van het overschot op het volgende dienstjaar.

Ziehier het klaarblijkend bewijs van deze gematigdheid.

Voor de jongste dienstjaren waren de ramingen van het overschot als volgt :

In 1901	fr.	381,787.41
— 1902		693,646.96
— 1903		188,892.09
— 1904		270,139.43
— 1905		816,959.34
— 1906		1,058,444.38
— 1907		534,037.23
— 1908		407,270.92
— 1909		305,210.89
— 1910		446,346.06
— 1911		539,982.37

De buitengewone bezadigdheid in het ramen dezer overschotten werd echter geen beletsel, dat bedoelde dienstjaren werden gesloten als volgt :

In 1901	boni, fr.	2,539,523.11
— 1902		3,213,338.72
— 1903		2,901,290.91

— 1904	6,231,764.57	
— 1905	14,737,030.38	
— 1906	5,646,580.00	
— 1907	2,571,184.58	
— 1908	5,964,653.44	
— 1909	10,656,648.78	
— 1910	7,400,000	» niet vast
— 1911	(^p)	bepaald cijfer.

Ook mag men niet uit het oog verliezen dat deze overschotten zelve op uiterst bezadigde wijze werden vastgesteld, als men rekening houdt met de hervormingen welke in 's lands boekhouding werden gebracht en voor uitwerking hadden dat het overschot jaarlijks merkelyk hooger zou schijnen, moesten de Begrootingen op dezelfde wijze als eertijds worden opgemaakt, inzonderheid evenals onder het laatste liberaal ministerie.

Het is, trouwens, aan niemand in België nog onbekend dat elk dientsjaar van het laatste liberaal ministerie door een tekort werd gekenmerkt:

In 1879, tekort fr.	3,115,363
— 1880, —	88,525
— 1881, —	6,060,352
— 1882, —	15,211,844
— 1883, —	18,253,868
— 1884, —	16,237,234

Gestadig was er dus een tekort : men mag zeggen dat het regelmatig was geworden. Daarenboven nam hij steeds toe, behalve wat aangaat het jaar 1880.

En dat alles ondanks eene zeer sterke stijging van 's lands schuld en eene aanzienlijke verhooging der lasten !

De vergelijking dezer cijfers met die der overschotten, door de katholieke Regeering verwezenlijkt, is beteekenisvol.

Thans gaan 's Lands Financiën een geregelden gang, in zoo verre dat wij, sedert 1885, geen enkel jaar de begrooting zonder overschot hebben gesloten.

Het geheel bedrag dezer jaarlijksche overschotten, te rekenen van 1885 af tot en met 1908, beloopt nagenoeg 190 millioen, en wel niettegenstaande 's Lands boekhouding grondig werd hervormd.

Een eerste hervorming had tot uitwerking, omtrent 228 millioen uitzonderlijke uitgaven over te brengen naar den gewonen dienst, — 228 millioen die het jongste liberaal ministerie vroeger op de buitengewone begrooting zou hebben uitgetrokken en bijgevolg zou hebben bestreden door middel van de leening.

Door eene tweede hervorming werden, van 1896 tot 1901, 16,325,000 frank ingeschreven als ontvangst in de Buitengewone Begrooting, in plaats van de gewone Begrooting zooals vroeger.

Onze overschotten, berekend evenals vóór 1884, zouden bijgevolg bedragen $208 + 228 + 16 \frac{1}{2}$ of omtrent 452 $\frac{1}{2}$ millioen.

Anderzijds, werd, alleen voor de jaren 1901 tot 1910, de Openbare Schuld, waarvan de delging verplicht is geworden sedert 1893, verminderd tot een bedrag van nagenoeg 109 millioen.

Die uitslag is verkregen ondanks de aanzienlijke tegemoetkomingen vanwege de Schatkist aan de gemeenten. Aldus: 1^o het aandeel, uit het gemeentefonds aan de gemeenten verstrekt, bedroeg in 1884 slechts 26,958,577 fr., terwijl dit aandeel in 1908 reeds was geklommen tot 44,673,963 frank — en sedertdien is het voortdurend geklommen —, bijgevolg eene vermeerdering van gemiddeld 740,000 frank elk jaar (1); 2^o aan het gemeentefonds werd nog toegevoegd het bijzonder fonds dat, voorgesteld door den heer Beer-naert, tot stand kwam door middel der wet van 19 Augustus 1889; door dit fonds wordt aan elke onzer gemeenten jaarlijks de som van 1 frank per inwoner verstrekt; dat maakt voor al de gemeenten te zamen nagenoeg de som van 7 $\frac{1}{2}$ millioen frank.

Niettemin werd geen enkele belasting tot stand gebracht noch vermeerderd; integendeel, sommige werden afgeschaft, andere werden verminderd.

Om slechts te gewagen van diegene welke vooral de arbeiders aanbelangen, herinneren wij, op de eerste plaats, aan de personeele belasting die sedert 1889 opgehouden heeft de arbeiderswoningen te treffen — dit is eene ontlasting welke in 1903 ten goede kwam aan 216,708 werklieden tot beloop eener som van fr. 2,327,507.80 som welke onder de liberale regeering ins' Lands Schatkist ware te rechte gekomen. Men dient erbij te voegen dat tal van werklieden, niet beantwoordend aan de gestelde vereischen om voordeel te trekken uit de wetten van 9 Augustus 1889 en 18 Juli 1893, de geheele of gedeeltelijke vrijstelling genieten, welke is voorzien bij de wetten van 28 Juni 1822 en 11 April 1895 (2).

Herinneren wij vervolgens aan de belasting op de verbruikswaaren, die in Frankrijk zoo zwaar op den schatplichtige drukt en hier in België hoe langer zoo meer wordt verlicht.

De belasting op de koffie is volledig afgeschaft.

De nog minder in den volksgeest vallende belasting — op hetzelfde tijdstip tot stand gekomen onder het laatste ministerie Frère-Orban — waarbij de tabak werd aangeslagen, onderging hetzelfde lot.

Wat de zoo tot de volksvoeding noodzakelijke suiker betreft, is de katholieke Regeering, na jaren van pogingen, in 1902 erin gelukt, uit de macht der vreemde mogendheden los te rukken de *Convention internationale de Bruxelles*, door middel waarvan het mogelijk is geworden, zelfs zonder de suikernijverheid en den suikerhandel aan de algemeene economische wetten te onttrekken, het accijnsrecht van 50 frank te verminderen tot op 20 frank;

ab

(1) Voor het dienstjaar 1912 wordt het vermoedelijk bedrag van het gemeentefonds door het ontwerp van Begroting der ontvangsten en uitgaven voor order geraamd op 47,684,520 fr.

(2) Het geheel bedrag van die geheele of gedeeltelijke vrijstellingen is nog niet nauwkeurig gekend.

dit had als dubbele uitwerking, eerstens, het inlandsch verbruik met 21 millioen frank te ontlasten en, tweedens, dit verbruik dat in 1902 60 millioen kilogram bedroeg, tot groot genoegen der beetenplanters, te brengen tot op 103,632,000 kilogram in 1910!

Ziehier eene bevinding in denzelfden aard en waarop ook noodzakelijk dient te worden gewezen: de eigenlijke last van 's Lands Schuld, niet gedekt door het zuiver inkomen der leening en die, onder het laatste liberaal ministerie, per inwoner van 3.14 (cijfer van 1878) klom tot 6.73 (cijfer van 1884), was reeds gedaald, in de tijdruimte van 1900 tot 1907, op 4.34!

En toch is, anderdeels, 's lands welvaart steeds toegenomen!

Drie bewijsredenen zullen volstaan, want ze zijn afdoende:

Het eerste bewijs vindt men in de statistieken van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat; dit bewijs verdient onze aandacht, wanneer wij niet uit het oog verliezen dat de bezoekers dezer Kas geene grooteigenaars noch rijke bankiers zijn, doch middenstanders, landbouwers, werklieden. Daar vindt men: Getal spaar- en renteboekjes, in 1883, 573,000; in 1910, 2,959,000; in bewaring gegeven gelden in 1883, 69,000,000 frank en, in 1910, 193,000,000.

Het tweede bewijs vindt men in de statistiek van ons marine-bedrijf; dit bedroeg in 1884 voor gansch het land 4,072,987 ton bij den invoer en 4,046,208 ton bij den uitvoer; in 1909 echter: 14.283,343 ton bij den invoer en 14,274,014 ton bij den uitvoer. In 1910 kwamen er in de Belgische havens 10,943 zeil- en stoomschepen met eene gezamenlijke tonnemaat (1) van 13,401,171 ton, en uit onze havens zijn vertrokken 10,929 schepen met eene gezamenlijke tonnemaat van 13,074,061 ton.

Het derde bewijs wordt geleverd door den immer stijgenden gang van onzen in- en uitvoer, vooral sedert de wet van 12 Juli 1893.

Vóór enkele jaren schreef de heer de Smet de Naeyer, toenmaals Minister van Financiën, tot den voorzitter van den Bond der Handels- en Nijverheidsmaatschappijen van België, te Antwerpen:

« Slechts te rekenen van de wet van 12 Juli 1893, Mijnheer de Voorzitter, werd ons economisch stelsel gewijzigd en wel derwijze dat de uitwerking dezer veranderingen zich heeft doen gevoelen in de cijfers die onzen handel met den vreemde in zijn geheel vertegenwoordigen.

» Te rekenen van 1894 tot 1902 vermeerderde onze invoer met 806 millioen frank en onze uitvoer met 621 millioen — dit maakt eene gemiddelde verhooging van 100 millioen 's jaars voor den invoer en 77 millioen 's jaars voor den uitvoer. Geen enkel voorgaande tijdperk vertegenwoordigt, voor eene gelijkdurende tijdruimte, eene zoo sterke stijging van onzen handel met het buitenland. »

Nu, sedert 1902, gingen wij nog op aanzienlijke wijze vooruit!

In het kort, onze bijzondere handel met de vreemde havens (in- en uitvoer, zonder den doorvoer te rekenen) bedroeg in 1884 de totale waarde

(1) Tonnemaat Moorsom.

van 2 milliard 763 miljoen frank en tien jaren later, in 1894, de totale waarde van 2 milliard 878 miljoen frank; na een nieuw tijdperk van 10 jaren echter was hij geklommen tot het zeer aanzienlijk cijfer van nagenoeg 5 Milliarden frank, en einde 1909 bracht ons het kolossale cijfer van 6 milliard 514 miljoen frank! In 1910 bedroeg de bijzondere handel van België met het buitenland 4,264,961,000 frank voor den invoer en 3,407,428,000 frank voor den uitvoer; de doorvoerhandel bereikte 2,287,212,000 frank.

België's handel vertegenwoordigde, in 1909, per inwoner 497 frank voor den invoer, 377 frank voor den uitvoer, 307 frank voor den doorvoer. Reeds in 1905 bevond onze uitstekende collega, de heer Beernaert, dat dergelijke cijfers zonder weerga zijn, dat zij verre die, welke Engeland bereikt, overschrijden, dat zij het dubbel uitmaken der cijfers door Frankrijk en Duitschland, bereikt, viermaal sterker zijn dan die der Vereenigde Staten, zevenmaal sterker dan die van Italië, twaalfmaal sterker dan die van Rusland.

En welk overgroot kapitaal steekt in onze nijverheidsbedrijven!

Vóór tien jaren reeds schatte men het op 3 Milliarden frank, terwijl Pruisen, welker bevolking zooveel sterker is dan de onze en waar, in deze laatste halve eeuw, zulke aanzienlijke vooruitgang werd verwezenlijkt, het kapitaal der nijverheidsbedrijven niet meer dan het dubbel bedroeg.

Moest men aan deze cijfers, die op zich zelf reeds luide spreken, enkele aanvullende gegevens toevoegen, zouden wij het doen in dezer voege:

Onze machines beschikken over 2,489,673 paardekracht, terwijl Frankrijk niet op het dubbel kan wijzen.

In 1833 brachten onze kolenmijnen 2,638,731 ton kolen op, ter waarde van 25,000,000 frank; in 1910 was het 23,916,560 ton met eene waarde van 348,877,000 frank.

En wat gezegd van de uitbreiding van onze vervoerwegen?

In 1850 bezat België 3,000 kilometer steenwegen. In 1880 bezat het 8,526 kilometer en in 1909 meer dan 9,699 kilometer steenwegen. Wat aangaat onze bevaarbare en vlotbare waterwegen, deze hebben eene lengte van 2,193 kil. 286.

Reeds in 1900 mocht men zeggen dat wij eene driedubbele lengte bezaten aan kasseiwegen en besteede wegen, en men had er meer dan honderd miljoen frank aan besteed, voor buitengewone werken alleen.

Ons spoorwegnet is het dichtste ter wereld, zonder te rekenen dat men, op 31 December 1910, daarbij 3,664 kilometer bestaande buurtspoorwegen moet voegen buiten 810 kilometer die aangelegd worden of aangelegd zullen worden.

En wat al veranderingen en verbeteringen werden ook uitgevoerd aan onze havens, te Antwerpen, te Brussel, aan de kust, enz.!

Dat's lands rijkdom gelijken tred houdt, valt niet te betwijfelen.

Enkel in'ter Beurs genoteerde waarden schatte men dien rijkdom in 1902 op acht en een half milliard. Wat is hij thans?

De rijkdom ligt, Goddank, niet opgehoopt in enkele handen, noch in eene enkele klasse van de bevolking. Niemand, trouwens, kan heden ontkennen dat hij verdeeld is onder al de klassen. Welk verschil bij allen tusschen het

leven van heden en dit van vóór een halve eeuw, en zelfs in vele opzichten met dit van vóór een kwart eeuws! Betrekkelijke weelde en gerieflijkheid ziet men gelukkig alom en in alles.

Voor de arbeidersklasse ware het gemakkelijk eene eerste uitlegging te vinden in de bestendige verhooging der loonen, en eene tweede in de talrijke schoone maatschappelijke wetten en krachtige democratische maatregelen, door de Kamers ingevoerd of door de Regeering uitgevaardigd gedurende een kwart eeuws op voorstel of door de werking van de verschillende katholieke ministeriën die elkander aan het bewind hebben opgevolgd: de eene maakten de arbeidersklasse den strijd om het leven gemakkelijker, de andere kwamen haar geldelijk te gemoet onder de meest verschillende vormen, het best passend bij hunne behoeften welke aller belangstelling verdienen.

Wie betwisten zou, dat de weldaden van 's lands rijkdom doordringen tot de diepste lagen der arbeidersklassen, volstaat het de cijfers na te gaan van de statistiek der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat, zooals hooger te lezen staat.

Voegen wij bij die bewijzen bevindingen van een tweevoudigen anderen aard en die denzelfden opbeurenden indruk laten.

Ziehier :

In 1867 onder eene liberale regeering, had men eene wet gemaakt op de naamlooze maatschappijen voor werkmanswoningen. Die wet was zonder uitwerking. In 1889, door toedoen van den heer Beernaert, werd eene andere uitgevaardigd — ditmaal op de wermanswoningen zelve en die overigens in 1897 nog werd verbeterd. De uitslagen ervan waren bewonderenswaardig: reeds in December 1908 waren er 208 maatschappijen voor werkmanswoningen, meer dan 110,000 werklieden waren — dank aan de wet — eigenaar geworden van hun huis en de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas had aan 50,000 dier werklieden 93,864,217 frank verschoten.

Tweede vaststelling: dit buiten de verzekeringsmaatschappijen voor het vee en de andere landbouwwaarden, waren er in 1885 slechts 196 erkende maatschappijen voor onderlingen bijstand, met slechts 29,121 leden en in het geheel 600 frank toelagen trekkende! Reeds in December 1910 waren er 8,540 met 1,600,000 werkelijke leden, die 1,752,882 frank toelagen ontvingen en 4,511,201 frank premien tot aanmoediging — dus in 't geheel 8,026 maatschappijen, 1,570,879 leden en 6,063,483 frank toelagen en premien.

En indien men van de eigenlijke werkersklasse de oogen afwendt naar den landbouw en onze landbouwbevolking — alhoewel nog alles niet volmaakt is geworden bij den landbouwersstand en er veel vooruitgang nog blijft te verwezenlijken en gewichtige hervormingen ten achteren blijven — dan zijn de redenen tot vreugde en fierheid niet minder.

Per hectare is de gemiddelde opbrengst geweest: tarwe, tijdvak 1870-1880: 1,520 kilo; tijdvak 1886-1895: 1,847 kilo; jaar 1909: 2,519 kilo; rogge, van 1870 tot 1880: 1,420 kilo; van 1886 tot 1895: 1,706 kilo; in 1909: 2,284 kilo; haver, van 1870-1880: 1,614 kilo; van 1886 tot 1895: 1,789 kilo; jaar 1909: 2,507 kilo; voederbeetwortelen, van 1870 tot 1880: 52,284 kilo; van 1886 tot 1895: 40,821 kilo; jaar 1909: 54,761 kilo; aard-

appelen, van 1870 tot 1880 : 12,255 kilo; van 1886 tot 1895 : 11,174 kilo, en jaar 1909 : 17,543.

Wat onzen veestapel betreft, zoo belangrijk voor onzen landbouwkundigdom, die vermeerde als volgt : in 1895 — de cijfers voor 1880 ontbreken — bezaten wij 216,199 labourpaarden en in 1909 bezaten wij er reeds 253,229; in 1880 bezaten wij 1,382,815 stuk hoornvee, en in 1909 1,865,833 of 482,918 meer; in 1880 bezaten wij 646,375 varkens en in 1909 1,116,500 of 470,125 meer!

Die cijfers leveren ons het sprekend, levend bewijs van de opbeuring van den landbouw die zoo vervallen was vóór 10 Juni 1884. Die opbeuring is klaarblijkelijk te danken deels aan de wondere gaven van onze landbouwersbevolking, maar ook voorwaar aan de verstandige en aanhoudende werking der regeering, die door toedoen van hare beambten sedert zeven en twintig jaar — dus sedert het tot stand brengen van het Ministerie van Landbouw — zich onafgebroken er op toelegde om den slenter te keer te gaan, het landbouwonderwijs te verspreiden, alsmede de beste werkwijzen voor de teelt, het behouwen en het fokken — dit alles terwijl zij duizenden en duizenden vereenigingen en syndicaten als bij tooverslag uit den grond deed oprijzen, die thans zooveel en zulke onschatbare diensten bewijzen aan onze wakkere landbouwers en moedige werklieden.

Overal in den vreemde overlaadt men ons met de meest vleeiende lofuitingen voor onze nationale eigenliefde. Hoe zou het ons verwonderen, wanneer men België op de eerste rij ziet der volkeren, niettegenstaande ons eng grondgebied en onze geringe bevolking!

Gave God dat België nog lang dien bevoorreehten toestand bekleede, dien de gansche wereld ons benijdt!

VIII.

Alvorens tot de stemming over het geheel van het ontwerp over te gaan, legde een lid de volgende nota neder :

« Onder de huidige omstandigheden, wanneer men op het punt is tot eene volledige hernieuwing van de Kamers over te gaan, acht ik het onnoodig, opnieuw en op grondige wijze de Begrooting van 's Lands Middelen en geheel ons stelsel van belastingen te behandelen; de gebreken en de onrechtvaardigheden daarvan werden, sinds lange jaren, door de oppositie aangegeven.

» Ik ben van gevoelen, en gansch de oppositie denkt eveneens, dat de huidige Regeering niet meer het Land vertegenwoordigt, dat zij ten onrechte aan het bewind blijft en, gedurende meer dan zes maanden, er nog denkt aan te blijven.

» Het Land zou daarover dienen uitspraak te doen.

» Om deze reden weiger ik deel te nemen aan de behandeling, of liever, schijnbare behandeling van de Begrooting van 's Lands Middelen.

» Ik wil enkel aanmerken, dat de leden der oppositie in de afdeeling, welke mij heeft aangeduid om deel uit te maken van de Middenafdeeling,

tegenstemde, en ik vraag dat deze protestatie worde geboekt en opgenomen in het Verslag van de Middenafdeeling bij wijze van nota der minderheid.

(Onderteekend) L. BERTRAND. »

De meerderheid van de Middenafdeeling antwoordde op deze — ietwat zonderlinge — *Nota der Minderheid*, als volgt :

De houding van den achtbaren schrijver der *Nota* — die schijnt te willen spreken in naam van « gansch de oppositie » — komt nog al slecht overeen met de houding, in de afdeelingen aangenomen door verschillende aanwezige leden der oppositie. Het blijkt, inderdaad, uit de processen-verbaal van de afdeelingen dat, onder de leden der oppositie, eenigen zich eenvoudig onthielden bij de stemming over het geheel van het ontwerp der Begrooting van 's Lands Middelen.

Anderzijds, schijnt de achtbare schrijver der *Nota* achtereenvolgens verscheidene houdingen te hebben aangenomen. In de afdeeling had hij immers voorgesteld, het Begrotingsontwerp in te houden.

Overigens heeft hij, op eene andere plaats, deze andere houding verklaard, die maar slecht strookt met de verplichting, door de Grondwet aan het Parlement opgelegd, namelijk, elk jaar vóór 1 Januari van het volgend dienstjaar over te gaan tot het stemmen der Begrooting van 's Lands Middelen; hij drukte zich uit als volgt :

» Deze week deed zich eene schoone gelegenheid voor om de arglistige en oneerlijke plannen van onze regeerders te verijdelen. Doch de oppositie wist er geen gebruik van te maken.

» In drie afdeelingen op zes was de oppositie in meerderheid. Het ware dus mogelijk geweest, indien men had willen te werk gaan zooals voor de schoolwet, geen verslaggever te benoemen bij de Middenafdeeling, aldus hare samenstelling te beletten en het aannemen van de Begrooting van 's Lands Middelen onmogelijk te maken.

» Het voorstel daartoe werd gedaan.

.
» Wat zou er gebeurd zijn, indien deze tactiek zich hadde verwezenlijkt?

» De Regeering was onmachtig. Door toedoen van de oppositie bevond zij zich in de onmogelijkheid om, vóór 1 Januari, de Begrooting van 's Lands Middelen te doen aannemen. »

Eindelijk, de grond zelf van de *Nota* van het achtbaar lid wederstaat niet aan een oppervlakkig onderzoek. Zulks werd voorafgaandelijk bewezen in den loop van eene bespreking die onlangs plaats had en die het onnoodig is hier te hernemen.

Men beseft de reden niet, waarom eene regeering zou moeten aangezien worden als van elk gezag beroofd, omdat het getal leden van eene der Kamers of van beide, in eene min of meer ruime mate, zou moeten vermeerderd worden, te meer waar zij het inzicht te kennen geeft—op den normalen tijd

voor de wetgevende verkiezingen vastgesteld — tot eene geheele, liever dan tot eene gedeeltelijke hernieuwing van eene der twee Kamers of van beide over te gaan; en zulks van af het oogenblik waarop zij dit inzicht te kennen geeft tot den dag der verkiezing en onder voorwendsel dat de verkiezingen de meerderheid in eene of in beide Kamers misschien zouden kunnen verplaatsen!

Volgens die meening en om logisch te zijn, zou men bijna moeten zeggen (vooral onder het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging dat in het algemeen eene zwakke meerderheid zal geven) dat, vermits de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers om de twee jaren moeten plaats hebben, men kan aannemen dat de Regeering die, bij eene verkiezing, ontstaan is uit eene nieuwe of bestaande meerderheid en reeds het jaar dat onmiddellijk op deze verkiezing volgt kan aangezien worden als hebbende meer of minder gezag, het volgende jaar (dat onmiddellijk aan eene nieuwe wetgevende verkiezing voorafgaat) van elk gezag beroofd is, onder voorwendsel dat — binnen een klein aantal maanden — zij... misschien kan omgeworpen worden.

Indien de achtbare schrijver van de « Nota der minderheid » alleenlijk de uitslagen der jongste gemeenteverkiezingen bedoelde, zou het waarlijk al te gemakkelijk zijn hem te antwoorden: 1^o dat de gemeenteverkiezingen (van bestuurlijken aard) en de wetgevende verkiezingen (van politieken aard) wel juist niet veel gemeen hebben; 2^o dat de laatste gemeenteverkiezingen, voor het land in zijn geheel, een ernstigen vooruitgang hebben doen blijken van de gedachten die de politiek der Regeering richten, aangezien zij eene belangrijke aanwinst van stemmen gaven aan de kandidaten die — voor de gemeente — ter verdediging dierzelfde gedachten en dierzelfde politiek optraden.

Het ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen (daaronder begrepen de art. 1 en 2 van het ontwerp betreffende de wet op het zegelrecht) werd, bijgevolg, met 6 stemmen tegen ééne aangenomen.

De Verslaggever,

Jos. HOÏOIS.

De Voorzitter,

COOREMAN.
